



**MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)
COMMUN à tous les LOTS**

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE
DES EQUIPEMENTS DE LAVAGE ET DE DESINFECTION
DE TYPE LAVES-BASSINS ET PERIPHERIQUES ASSOCIES
POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT LOIRE**

Dossier de consultation DTE/DTE 2023-052

Etablissement pilote de la procédure de marché public :



**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT-ETIENNE
Direction des Achats, de la Logistique, des Infrastructures,
De la Sécurité, et de l'Environnement
Hôpital Bellevue - Pavillon 1 - 1er étage
42055 Saint-Etienne Cedex 2**

Table des matières

PREAMBULE	5
GENERALITES.....	7
Sigles utilisés et définitions :	7
Termes et définitions de la maintenance :	9
☐ Objectifs de la maintenance :	9
☐ Maintenance :	9
☐ Management de la maintenance :	9
☐ Plan de maintenance :	10
☐ Maintenance préventive :	10
☐ Maintenance systématique :	10
☐ Maintenance conditionnelle :	10
☐ Maintenance prévisionnelle :	10
☐ Maintenance corrective :	11
☐ Niveaux de maintenance :	11
SPECIFICATIONS GENERALES DU MARCHE.....	13
ARTICLE 1. Objet du marché :	13
ARTICLE 2. Durée du marché et reconduction :	16
ARTICLE 3. Décomposition en lots :	17
ARTICLE 4. Contexte et présentation générale de l'existant :	19
ARTICLE 5. Périmètre du marché :	20
5.1. Consistance des installations et équipements :	20
5.2. Détail des installations et équipements concernés :	20
5.3. Limite des prestations :	20
5.4. Localisation des installations et équipements :	22
ARTICLE 6. Reconnaissance des lieux – Visite préalable des sites et installations :	26
ARTICLE 7. Prérequis et obligations liées au marché :	27
7.1. Aptitudes, expérience et qualifications exigées :	27
7.2. Capacités et moyens opérationnels exigés :	28
7.3. Organisation et moyens structurels mis en œuvre pour le respect des engagements :	28
7.4. Disponibilité des pièces détachées - pièces de rechange :	29
ARTICLE 8. Définition des conditions de mise en œuvre et d'exécution du marché	30
8.1. Normes et règlements :	30
8.2. Conformité des fournitures et services :	31
8.3. Engagement et obligations du prestataire :	32
8.4. Devoir de conseil :	35
8.5. Responsabilité :	35
8.6. Organisation et moyens :	36
8.7. Personnels intervenants :	36
8.8. Sous-traitance :	37
8.9. Sécurité et hygiène	38

8.10. Traitement des déchets	38
8.11. Nuisances	39
8.12. Amiante.....	40
SPECIFICATIONS TECHNIQUES ET DEFINITION DES PRESTATIONS.....	41
ARTICLE 9. Etats des lieux - Audit des appareils et contrôles :	41
9.1. Etats des lieux contradictoires en début de contrat :	41
9.2. Etats des lieux contradictoires en fin de contrat :	41
9.3. Absence aux états des lieux, expertises ou contrôles réglementaires :	42
9.4. Prise en charge de nouvelles installations	42
ARTICLE 10. Mise au point du marché :	43
ARTICLE 11. Dispositions relatives à la fin de contrat :	44
ARTICLE 12. Description des prestations :	45
12.1. Définition :	45
12.2. Prescriptions :	45
12.3. Conditions d'interventions :	45
12.4. Maintenance préventive systématique.....	47
12.5. Maintenance préventive conditionnelle ou prévisionnelle.....	51
12.6. Maintenance corrective :	52
12.7. Urgences techniques et dépannages :	53
12.8. Astreinte, délais et horaires d'interventions.....	54
12.9. Consommables et pièces détachées :	55
12.10. Prestations exceptionnelles :	57
12.11. Location d'équipements de substitution (Prestation supplémentaire facultative) :	58
12.12. Information des personnels techniques et exploitants.....	59
ARTICLE 13. SUIVI DES PRESTATIONS & LIVRABLES	60
13.1. Livrets d'entretien :	60
13.2. Carnets de maintenance :	60
13.3. Bons d'interventions :	60
13.4. Rapports de maintenance :	61
13.5. Certificats de contrôle :	61
13.6. Rapport annuel d'activité :	61
13.7. Rapports d'activité – Suivi des déchets industriels :	62
13.8. Réunion de suivi du contrat :	62
13.9. Décomptes d'opération (ou devis) :	63
13.10. Documentation technique :	64
13.11. GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) :	64
ARTICLE 14. VERIFICATION DES PRESTATIONS	66
14.1. Opérations de vérifications	66
14.2. Prestations non-conformes.....	66
PLAN DE MAINTENANCE GENERAL :	68
ARTICLE 15. Points importants :	68

ARTICLE 16. Détail prestations :	69
A chaque intervention :.....	69
En annuel :	69
ANNEXES ET RENSEIGNEMENTS DIVERS	72
Liste des annexes	72
Visite des sites	73
Renseignements divers	74

PREAMBULE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Loire (GHT Loire) lance pour l'ensemble de ses établissements, une procédure de consultation, ayant pour objet, la mise en œuvre de marchés de prestations et services de maintenance, pour leurs équipements de lavage et de désinfection chimique ou thermique de type laves-bassins et de leurs périphériques associés, couvrant, la maintenance préventive et corrective, et certaines de prestations exceptionnelles de mise en conformité, de remise à niveau d'équipements, d'échange standard ou encore d'améliorations de performances et d'adaptation de process, ainsi que la fourniture de pièces détachées.

Les objectifs de cette procédure sont de mettre en place des prestations de maintenance adaptées et de qualité, visant à maintenir d'une part : le parfait état de fonctionnement des équipements sous contrat et de leurs périphériques, ainsi qu'un niveau de performances et de disponibilité optimum, en regard des contraintes d'exploitation et de continuité de service des hôpitaux et de leurs services de soins, leur sécurité fonctionnelle, leurs performances et leur conformité, et d'autre part : de garantir les process de désinfection des machines.

Chaque candidat est réputé avoir pris connaissance pour l'établissement de son offre, de l'ensemble des installations et équipements, ainsi que des contraintes fonctionnelles et environnementales des sites.

Ainsi, il reconnaît :

- Avoir questionné au préalable pour les différents établissements GHT Loire, les services exploitants concernés ou toute personne habilitée à transmettre des renseignements, de façon à obtenir les informations complémentaires relatives aux prestations envisagées,
- Avoir pris :
 - Parfaite connaissance des prestations et opérations à réaliser,
 - Parfaite connaissance des installations et équipements existants, de leurs abords, des conditions d'accès et de tous les éléments et locaux en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations,
- Avoir inclus dans son offre :
 - Tous frais annexes consécutifs à l'exécution des prestations ou la livraison de matériels, pièces détachées, consommables, ...
 - Tous frais éventuels relatifs à la location d'équipements spécifiques (échafaudages, nacelles, ...)
 - Tous frais éventuels subordonnés à l'utilisation de brevets ou procédés spéciaux,
 - Tous frais de transports, de traitement et de recyclage des déchets résultants de l'exécution des prestations,

-
- Tous frais et taxes administratives en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations.

L'attributaire de chacun des lots, également dénommé " le PRESTATAIRE " ou " le TITULAIRE ", ne pourra se prévaloir postérieurement à la signature du contrat, ou éventuellement, à réception d'un ordre de service complémentaire, d'une connaissance insuffisante des sites et installations, ou d'autres éléments locaux tels que les conditions particulières, d'exploitation des installations et équipements, d'interventions, d'accès, de stockage, d'hygiène et de sécurité (liées aux propres règles de chacun des hôpitaux et de leurs services), ou encore de conditions géo climatiques, situations sanitaires exceptionnelles, ou autres relations avec l'exécution des travaux, pour ne pas respecter ses obligations contractuelles.

Le PRESTATAIRE devra également prendre en compte les recommandations et réglementations applicables connues au moment de la consultation et leurs évolutions, tout au long du marché.

Toute défaillance découlant d'un manquement à ces exigences, ayant pour conséquence un retard ou une mauvaise exécution, ou toute autre incidence (pertes d'exploitation ou de marchandises ...) sera imputable à l'entreprise qui devra assumer la réparation du préjudice.

Les prestations demandées peuvent être de deux formes :

- **Prestations forfaitaires** : opérations de contrôles, d'entretiens et de maintenances préventives, régulières,
- **Prestations hors forfait** : opérations de dépannages, de maintenances correctives, de travaux et de mises en conformité, fournitures de pièces détachées (sur validation d'un bon de commande par chaque établissement).

Pour respecter cet objectif, le PRESTATAIRE devra réaliser l'ensemble des prestations dans le respect des exigences du présent CCTP, et mettre en place une organisation permettant de faire face à ses obligations contractuelles.

GENERALITES

Sigles utilisés et définitions :

- AFNOR : Association Française de Normalisation
- BP : Basse pression
- BPU : Bordereau de Prix Unitaires
- BSDI : Bordereau de suivi des déchets industriels
- CCAG : Cahier des Clauses Administratives Générales
- CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières
- CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières
- CH : Centre Hospitalier
- CHUSE : Centre Hospitalier Universitaire de SAINT-ETIENNE
- DEEE : Déchet d'Équipement Électrique et Électronique
- DPGF : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- DRIRE : Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
- DTA : Dossier technique amiante
- EPI : Equipement de Protection Individuel
- ESI : Equipement de Sécurité Individuel
- EPC : Equipement de Protection Collectif
- ESC : Équipement de Sécurité Collectif
- ERP : Etablissement Recevant du Public
- Ets membre : Etablissement membre du GHT Loire, membre du groupement de commande
- GHT Loire : Groupement Hospitalier de Territoire Loire
- GMAO : Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur
- HP : Haute pression
- HSE : Hygiène Sécurité Environnement
- HSEQ : Hygiène Santé Sécurité Environnement Qualité
- HT : Hors Taxes
- IHM : Interface homme/machine

-
- ISO : Organisation internationale de normalisation
 - LdSD : Limitations des Substances Dangereuses
 - MARCHÉ : Contrats et marchés publics issus de cette procédure consultation
 - NF : Norme Française (éditée par AFNOR)
 - NF EN : Norme Européenne (éditée par l'AFNOR)
 - PPRP-HS : Plan de Prévention des Risques Professionnels Hygiène Sécurité
 - RC : Règlement de Consultation
 - TTC : Toutes Taxes Comprises
 - UGRI : Unité de Gestion du Risque Infectieux

Termes et définitions de la maintenance :

Les différents types de maintenance et terminologies rattachées sont définis dans les normes **NF X60-000 "Maintenance industrielle - Fonction maintenance" d'avril 2016** et **NF EN 13306 "Maintenance - Terminologie de la maintenance" d'octobre 2010**.

La Norme européenne NF EN 13306 d'octobre 2010 a pour objet de définir les termes génériques utilisés pour tous les types de maintenance et d'organisation de la maintenance, indépendamment du type de bien considéré.

Ces normes ont servi de référentiels aux termes utilisés dans le présent CCTP.

Quelques rappels :

↳ Objectifs de la maintenance :

Les principaux objectifs de la maintenance sont les suivants :

- Assurer la disponibilité du bien pour la fonction requise, au coût optimal,
- Tenir compte des exigences de sécurité et de toutes les autres exigences obligatoires relatives au bien,
- Tenir compte des répercussions sur l'environnement,
- Améliorer la durabilité du bien et/ou la qualité du produit ou du service fournis, en tenant compte des coûts si nécessaire.

↳ Maintenance :

" Ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien, destinées à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise. "

La maintenance regroupe les actions de dépannage et de réparation, de réglage, de révision, de contrôle et de vérification des équipements.

La maintenance doit prendre en considération la qualité, la sécurité et l'environnement.

↳ Management de la maintenance :

" Toutes les activités des instances de direction qui déterminent les objectifs, la stratégie et les responsabilités en matière de maintenance et qui les mettent en application par des moyens tels que la planification, la maîtrise et le contrôle de la maintenance, l'amélioration des activités de maintenance et des aspects économiques "

↳ Plan de maintenance :

" Ensemble structuré et documenté de tâches qui comprennent les activités, les instructions, les ressources et la durée nécessaire pour exécuter la maintenance "

↳ Maintenance préventive :

" Maintenance exécutée à intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinée à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien. "

La maintenance préventive comprend :

- La maintenance systématique,
- La maintenance conditionnelle,
- La maintenance prévisionnelle.

↳ Maintenance systématique :

" Maintenance préventive exécutée à intervalles de temps préétablis ou selon un nombre défini d'unités d'usage mais sans contrôle préalable de l'état du bien. "

La maintenance systématique correspond donc à la maintenance préventive effectuée selon un planning prédéfini, avec des interventions à intervalles préalablement fixés, et ce, quel que soit l'état de fonctionnement du matériel sur lequel on doit intervenir.

↳ Maintenance conditionnelle :

" Maintenance préventive qui comprend une combinaison de surveillance en fonctionnement et, ou d'inspection et, ou d'essai, d'analyse et les actions de maintenance qui en découlent.

NOTE : La surveillance en fonctionnement et, ou l'inspection et, ou l'essai peuvent être programmés, sur demande ou continus. "

La maintenance conditionnelle est donc réalisée à la suite de relevés, de mesures, de contrôles révélateurs de l'état de dégradation de l'équipement. Cela correspond à anticiper les défaillances futures en analysant l'état de fonctionnement ou d'usure du matériel.

↳ Maintenance prévisionnelle :

" Maintenance conditionnelle exécutée suite à une prévision obtenue grâce à une analyse répétée ou à des caractéristiques connues et à une évaluation des paramètres significatifs de la dégradation du bien "

La maintenance prévisionnelle sera donc réalisée à la suite d'une analyse de l'évolution de l'état de dégradation de l'équipement. Elle correspond à la planification de l'intervention suite au dépassement (ou à l'atteinte) du seuil de dégradation préalablement défini.

Maintenance corrective :

" Maintenance exécutée après détection d'une panne et destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise ".

La maintenance corrective consiste donc à intervenir sur un équipement une fois que celui-ci est défaillant. Cette intervention suite à défaillance consiste au dépannage de l'équipement suivi obligatoirement d'une réparation ou d'un remplacement.

La maintenance corrective comprend :

- La maintenance palliative qui consiste à un dépannage provisoire pour le court terme,
- La maintenance curative qui apporte une réparation définitive pour le long terme.

Niveaux de maintenance :

La norme NF X 60-010 définit, à titre indicatif, cinq niveaux de maintenance :

❖ Niveau 1 :

- Travaux : réglages simples - pas de démontage ni ouverture du bien.
- Personnel : exploitant du bien.

❖ Niveau 2 :

- Travaux : dépannage par échange standard - opérations mineures de maintenance préventive.
- Personnel : technicien habilité.

❖ Niveau 3 :

- Travaux : identification et diagnostic de pannes - réparation par échange standard - réparations mécaniques mineures - maintenance préventive (par ex. réglage ou réaligement des appareils de mesure).
- Personnel : technicien spécialisé.

❖ Niveau 4 :

- Travaux : travaux importants de maintenance corrective ou préventive sauf rénovation et reconstruction - réglage des appareils de mesure - contrôle des étalons.

-
- Personnel : équipe avec encadrement technique spécialisé.

❖ **Niveau 5 :**

- Travaux : rénovation - reconstruction - réparations importantes.
- Personnel : moyens proches de la fabrication.

SPECIFICATIONS GENERALES DU MARCHE

ARTICLE 1. Objet du marché :

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit les modalités d'exécution des prestations ayant pour objet le contrôle, l'entretien et la maintenance des équipements de lavage et de désinfection chimique ou thermique de type laves-bassins et de leurs périphériques associés, des différents sites, bâtiments et propriétés des Établissements du GHT Loire, ainsi que la fourniture de pièces détachées.

Les prestations concernent principalement :

- Les vérifications d'usage et contrôles des équipements en conditions d'exploitation,
- Leur maintenance préventive et curative,
- Leur nettoyage et entretien,
- Les travaux de remise à niveau, d'amélioration et de mise en conformité.

Ce, dans le but d'assurer pour les équipements faisant l'objet du contrat :

- Leur maintien en bon état de marche dans leurs caractéristiques de fonctionnement,
- Leur continuité de service et leur disponibilité permanente,
- La garantie des process de lavage et de désinfection des différents ustensiles (urinaux, seaux des chaises pot, bocal à urines, cuvettes, haricots, seaux ménages, ...).
- Leur contrôle et leur entretien préventif régulier,
- Un niveau de performance et de rendement énergétique optimal,
- La préservation de leurs conditions de fonctionnement,
- La garantie de leur sécurité d'exploitation,
- Le respect de la réglementation et des normes HSEQ auxquelles sont soumises les installations et équipements, ainsi que les différentes activités des services hospitaliers.

Le détail des équipements de chaque Etablissement membre du GHT Loire, est donné pour chacun des lots et chaque Etablissement membre en annexe du présent CCTP.

Les contrats et marchés publics issus de cette procédure consultation sont des marchés de maintenance incluant les déplacements, la main-d'œuvre, les pièces détachées et les petites fournitures ainsi que des travaux de mise en conformité, de rénovation et d'amélioration des installations et/ou équipements.

Les prestations de contrôles et de **maintenance préventive** des installations et/ou équipements seront rémunérées par un **forfait annuel** comprenant pour chaque appareil :

-
- Une première part, pour la rémunération de sa maintenance préventive calculée selon sa marque, son type, le nombre ou la fréquence de visite périodique, sur la base des prix tarifs fournis par le candidat au bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
 - Une deuxième part, pour la rémunération de l'éventuel service d'astreinte associé, calculée selon le forfait de couverture d'astreinte choisit, sur la base des prix tarifs fournis par le candidat au bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et au prorata de la durée du marché sur l'année concernée (base nombre de jour de l'année civile concernée).

Ces prestations seront confirmées par chaque Etablissement membre au travers de bons commandes dont il précisera le contenu, et correspondant à l'exercice budgétaire de l'année civile en cours. Leur rémunération interviendra après service fait et selon un calendrier de paiement établi entre le candidat retenu et chaque Etablissement membre.

Les différents **forfaits de maintenance** sont réputés comprendre :

- Les frais de déplacement,
- Les frais de main-d'œuvre,
- Les frais afférents aux petits entretiens d'usage, consommables et petites fournitures,
- Les frais afférents aux éventuels services d'astreintes,
- Les frais afférents au traitement des déchets.

Ces prix seront portés sur le bordereau de prix **DPGF**.

La **maintenance corrective** qui sera gérée par bons de commande pour :

- Les dépannages ponctuels,
- Le remplacement de composants, équipements ou accessoires,
- Les fournitures diverses,
- La fourniture de pièces,
- Les éventuelles remises en état identifiées lors des visites préventives,
- Les améliorations fonctionnelles des installations et/équipements.

La **fourniture de pièces détachées** qui sera gérée par bons de commande.

Les interventions de **maintenance corrective** et la fourniture de pièces détachées seront facturées en sus du forfait sur la base des prix tarifs remisés fournis par le candidat sur les **bordereaux de prix unitaires (BPU)** et seront imputées sur le présent marché.

Une facturation détaillée devra être établie pour chaque intervention.

Notion de prestations exceptionnelles :

La notion de prestations exceptionnelles fait référence principalement, aux opérations de maintenance de niveau 5 suivantes :

- ☒ Travaux de rénovation, de restructuration ou de modernisation des équipements,
- ☒ Travaux de mise en conformité avec les règlements applicables,
- ☒ Interventions consécutives à un sinistre ou une catastrophe naturelle,
- ☒ Remplacement d'équipements à neuf.

Dans le cadre du présent marché, des prestations exceptionnelles pourront être réalisées sur les différents sites des établissements du GHT Loire pour le périmètre des équipements inclus au présent marché, à la demande du Responsable technique de l'Etablissement membre concerné.

La **fourniture de pièces détachées** qui sera gérée par bons de commande pour l'approvisionnement des magasins et ateliers, des différents établissements du GHT Loire, et à destination de leurs différents services de maintenance afin d'assurer les premiers niveaux de maintenance et d'entretien courant pour lesquels, ceux-ci sont formés.

Les interventions de **maintenance corrective** seront facturées en sus du forfait sur la base des prix tarifs remisés fournis par le candidat sur les **bordereaux de prix unitaires (BPU)** et seront imputées sur le présent marché.

Pour chaque opération ou chaque demande de pièces détachées, un décompte de prix sera établi au préalable sur la base des prix unitaires de pièces, matériels, équipements et prestations mentionnés aux différents bordereaux des prix du présent marché, et à leurs éventuelles annexes, majorés ou minorés des éventuels coefficients leurs étant applicables tel que définis au "**BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES N°2 RECAPITULATIF TARIFAIRE PIECES DETACHEES ET FOURNITURE DE SERVICES POUR LA MAINTENANCE CORRECTIVE**" de chacun des lots.

Pour chaque article et ligne de décomptes de prix et factures, devront être indiqués les codes articles référencés au BPU ou à défaut la marque des pièces, matériels et équipements concernés. Pour les pièces, matériels et équipements non référencés au BPU, le prestataire fournira avec chaque décompte de prix un justificatif tarifaire ou une facture pro-forma pour justificatif et confirmation de leur prix d'achat.

ARTICLE 2. Durée du marché et reconduction :

Voir CCAP ARTICLE 5.

ARTICLE 3. Décomposition en lots :

Le GHT Loire est composé de 15 Etablissements de santé repartis géographiquement sur le département de la Loire, l'Ouest du département du Rhône et le Nord du département de l'Ardèche.

Afin de répondre au mieux aux objectifs et enjeux du présent marché, il est prévu une décomposition en **5 lots distincts** découlant :

↳ D'un découpage par marque d'équipements :

- | | |
|--|---------|
| ⇒ Equipements de marque ARCANIA - SOFINOR : | LOT n°1 |
| ⇒ Equipements de marque ARJO : | LOT n°2 |
| ⇒ Equipements de marque KEN HYGIENE SYSTEMS : | LOT n°3 |
| ⇒ Equipements de marque MEIKO : | LOT n°4 |
| ⇒ Equipements de marque STEELCO : | LOT n°5 |

↳ Couvrant chacun tous les bassins géographiques du GHT Loire :

⇒ **Etablissements du Sud de la Loire, du Bassin Stéphanois, de la Vallée de l'Ondaine et de la Vallée du Gier :**

- ☒ CHU de SAINT-ETIENNE
- ☒ Hôpital du GIER - SAINT-CHAMOND - RIVE DE GIER
- ☒ Hôpital Le Corbusier - FIRMINY
- ☒ CH Georges Claudinon – LE CHAMBON-FEUGEROLLES

⇒ **Ets de la Plaine du Forez, des Monts du Forez et des Monts du Lyonnais :**

- ☒ CH du FOREZ - FEURS - MONTBRISON
- ☒ CH de SAINT-BONNET-LE-CHATEAU
- ☒ CH de BOËN-SUR-LIGNON
- ☒ CH des MONTES-DU-LYONNAIS
- ☒ USLD - CH Maurice André – SAINT-GALMIER

⇒ **Ets du Nord de la Loire, du Roannais et de l'Ouest Rhodanien :**

-
- ☒ CH de ROANNE
 - ☒ CH de CHARLIEU
 - ☒ CH de SAINT-JUST-LA-PENDUE

⇒ **Etablissements du Nord de l'Ardèche :**

- ☒ CH Ardèche Nord - ANNONAY
- ☐ CH de SERRIERES (pas de besoin recensé dans le cadre de cette procédure)
- ☒ CH de SAINT-FELICIEN

ARTICLE 4. Contexte et présentation générale de l'existant :

Tous les établissements membres du GHT Loire sont par définition membre du groupement de commande associé au présent marché.

Les Ets membres ont chacun leurs propres particularités et spécificités, ce tout aussi bien en termes de parcs d'installations et d'équipements, d'activités, de contraintes d'exploitation et de service ou encore de besoins.

Pour chacun des lots et chaque Etablissement membre, un détail des éléments et renseignements utiles, figure en annexe du présent CCTP.

ARTICLE 5. Périmètre du marché :

5.1. Consistance des installations et équipements :

Le présent marché porte sur la maintenance et la fourniture de pièces détachées pour les matériels et équipements suivants, dans leur ensemble :

- Laveurs désinfecteurs laves-bassins à désinfection chimique, à chargement frontal ou par le dessus, avec ou sans fonction vidoir,
- Laveurs désinfecteurs laves-bassins à désinfection thermique, à chargement frontal ou par le dessus, avec ou sans fonction vidoir,
- Unités vidoirs et aménagements spécifiques, de plans de travail ou de lavage, associés,

5.2. Détail des installations et équipements concernés :

Un détail des installations et équipements faisant l'objet du présent marché figure à titre indicatif pour chacun des lots et chaque Etablissement membre en annexe du présent CCTP :

- Fichier MS Office Excel : "**2023-052 - Annexe CCTP - Inventaire EQPTS par ETS.xlsx**"

La liste des équipements et installations sera à préciser en mise au point marché avec chaque établissement et pourra évoluer au fur et à mesure des renouvellements ou nouvelles créations, ou du retrait d'équipements réformées.

Seule une modification substantielle pourra donner lieu à une modification du marché.

Ces mouvements feront, le cas échéant, l'objet d'avenant(s) modificatif(s) à l'inventaire des équipements de chacun des lots.

5.3. Limite des prestations :

Et se détaille pour chaque équipement :

- A partir du point d'alimentation électrique principal (prise de courant ou point de raccordement au réseau de distribution électrique de l'établissement), à leurs circuits électriques embarqués ou constituant de l'installation, à leurs protections internes et systèmes de coupures électriques spécifiques,
- Aux points de raccordements amonts aux différents réseaux de communication pour la gestion technique centralisée (GTC), la télémaintenance, les télémesures ou les alarmes techniques pour la surveillance de l'équipement,
- Aux systèmes d'injection de produits embarqués,

-
- Aux points de raccordements amont et aval des éventuelles servitudes en eau, alimentations EC-EF, rejets EU,
 - Aux éléments constituant leur enveloppe et leur structure, ainsi que les différents organes fonctionnels et circuits de la machine (hydraulique, électrique, commande, ...),
 - Aux process d'automatismes, logiciels et autres softs embarqués,
 - Aux accessoires de lavage et supports spécifiques de lavage systèmes de régulation et de pilotage et à leurs circuits,
 - A leurs supportages et fixations.

Pour les équipements sous garantie :

Sauf cas spécifique défini au moment de la mise au point du marché, ou intégration en cours de marché par avenant, les dispositions de maintenance préventive à prix forfaitaire, sont applicables à l'issue de la période de garantie.

Cependant les prestations de maintenance corrective et préventive non comprises dans la garantie, notamment pour le remplacement des consommables ou pièces d'usure, feront partie du présent marché dès sa prise d'effet (prestations hors forfait).

Lorsque la période de garantie est comprise dans la durée du marché, le titulaire prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur, le fournisseur ou l'installateur des matériels ou équipements pour assurer la coordination de leurs interventions : réglages ou interventions suite à un incident au titre de la garantie.

5.4. Localisation des installations et équipements :

Bassin géographique	Etablissement	Site	Dépt.	Adresse	Ville
N°1	CHU de SAINT-ETIENNE	Hôpital Bellevue	42	25, Boulevard Pasteur	42100 Saint-Etienne
N°1	CHU de SAINT-ETIENNE	Hôpital la Charité	42	44, rue Pointe Cadet	42100 Saint-Etienne
N°1	CHU de SAINT-ETIENNE	Hôpital Nord	42	Avenue Albert Raimond	42270 Saint-Priest-en-Jarez
N°1	ICLN	Saint-Etienne	42	108 Bis, Avenue Albert Raimond - BP 60008	42271 Saint-Priest-en-Jarez - Cedex
N°1	Hôpital du Gier	Saint-Chamond	42	19, Rue Victor Hugo - BP 168	42403 Saint-Chamond - Cedex
N°1	Hôpital du Gier	EHPAD A. PINAY Les Charmilles	42	19, Rue Laurent Charles	42400 Saint-Chamond

N°1	CH Georges Claudinon	Chambon Feugerolles	42	Rue Paul Langevin - BP 59	42501 Le Chambon-Feugerolles - Cedex
Bassin géographique	Etablissement	Site	Dépt.	Adresse	Ville
N°1	Hôpital le Corbusier	Firminy	42	2, Rue Robert Ploton	42704 Firminy Cedex
N°1	Hôpital du Gier	Rive de Gier	42	62, Rue Léon Marrel	42800 Rive de Gier
N°2	CH du Forez	Feurs	42	26, Rue Camille Pariat - BP 122	42110 Feurs
N°2	CH du Forez	Montbrison	42	10, Avenue des Monts du Soir	42600 Montbrison
N°2	CH de Saint-Bonnet-le- Château	Saint-Bonnet-le- Château	42	5, Place Lagnier	42380 Saint-Bonnet-le-Château

N°2	CH de Boën-sur-Lignon	Boën-sur-Lignon	42	ZAC de Champ Bayard	42130 Boën
Bassin géographique	Etablissement	Site	Dépt.	Adresse	Ville
N°2	USLD CH Maurice André	Saint-Galmier	42	50, Route de Cuzieu	42330 Saint-Galmier
N°2	CH des MONTs-DU-LYONNAIS	Chazelles-sur-Lyon	42	5, Rue de l'Hôpital	42140 Chazelles-sur-Lyon
N°2	CH des MONTs-DU-LYONNAIS	Saint-Symphorien-sur-Coise	69	Avenue de la Libération	69590 Saint-Symphorien-sur-Coise
N°2	CH des MONTs-DU-LYONNAIS	Saint-Laurent-de-Chamousset	69	Le Grand Jardin	69930 Saint-Laurent-de-Chamousset
N°3	CH de Roanne	Roanne	42	28, Rue de Charlieu - CS 80511	42328 Roanne - Cedex

N°3	CH de Charlieu	Charlieu	42	202, Rue des Ursulines	42190 Charlieu
Bassin géographique	Etablissement	Site	Dépt.	Adresse	Ville
N°3	CH de Saint-Just-la-Pendue	Saint-Just-la-Pendue	42	63, Avenue de Bellevue	42540 Saint-Just-la-Pendue
N°3	CH d'Amplepuis	Amplepuis	42	1, Avenue Raoul Follereau	69550 Amplepuis
N°4	CH Ardèche Nord	Annonay	07	119, Rue du Bon Pasteur	07100 Annonay
N°4	CH de Saint-Félicien	Saint-Félicien	07	2, Rue du Pont-Vieux	07410 Saint-Félicien
N°4	CH de Serrières	Serrières	07	25, Avenue Helvétia	07340 Serrières

ARTICLE 6. Reconnaissance des lieux – Visite préalable des sites et installations :

Afin de prendre en compte l'ensemble des contraintes fonctionnelles et environnementales des différents sites, chaque candidat aura la possibilité d'effectuer préalablement à la remise de son offre, une visite des lieux d'exécution des prestations (non obligatoire).

En tout état de cause, le soumissionnaire est réputé, lors de la remise de son offre, avoir une connaissance parfaite :

- Des matériels, appareils et installations qui constituent le parc d'installations et équipements à maintenir,
- Des locaux, de leurs abords, de leurs conditions et moyens d'accès et de tous les éléments en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations,
- Des activités hospitalières et de soins environnantes, et leurs conditions d'exploitation.

Chaque candidat aura la possibilité à sa remise d'offre, de joindre en annexe à son mémoire technique :

- Les attestations des visites réalisées,
- Un état de toutes les réserves estimées utiles, notamment sur l'état visuel des équipements et l'appréciation de leur niveau de qualité fonctionnelle.

Pour chacun des lots et chaque Etablissement membre, les renseignements utiles relatifs aux prises de rendez-vous et aux visites préalables, figurent en annexe du présent CCTP :

- Fichier MS Office Excel : **"2023-052 - Annexe CCTP - Liste référents GHT par ETS.xlsx"**

ARTICLE 7. Prérequis et obligations liées au marché :

7.1. Aptitudes, expérience et qualifications exigées :

Le titulaire devra posséder les compétences et les qualifications professionnelles en spécialisation, correspondantes aux domaines de la maintenance des équipements objets de la présente procédure, ainsi que les agréments et habilitations nécessaires, dont il devra justifier, et lorsque requis par le constructeur, les certificats délivrés par chacune des marques de matériels ou équipements concernés.

Ainsi, chaque candidat devra obligatoirement avoir renseigné, au dépôt de son offre, son mémoire technique et annexes, de tous les éléments pouvant attester de ses capacités techniques et professionnelles, certifications, attestations de formations et habilitations obtenues par ces personnels, attestation d'agrément des services constructeurs des équipements, ..., et comprenant à minima :

- Une liste des principaux marchés de maintenance d'équipements et installations de même nature, au cours des trois dernières années, indiquant le type de prestations, le nombre d'équipements, le montant, la date et le destinataire public ou privé avec ses coordonnées (téléphone et adresse mail).
- Une déclaration indiquant les effectifs actuels du candidat, dans chacune des disciplines de l'entreprise en lien avec l'exécution du marché (SAV, travaux, hotline, magasinage, logistique, administration, comptabilité, QHSE, ...), ainsi qu'un organigramme représentatif de l'organisation de ces effectifs faisant apparaître pour chaque branche d'activités de l'entreprise, ses ressources humaines opérationnelles et managériales,
- Une liste récapitulative des niveaux de diplômes, titres d'études ou professionnels et de l'expérience (notamment en relation avec la nature des activités et prestations objets du marché) de chaque personnel de l'entreprise pouvant intervenir dans l'exécution du marché.
- Une note descriptive de l'outillage, du matériel, de l'équipement technique, des véhicules, dont le candidat dispose pour chacun de ses intervenants et à son global, pour la réalisation du marché de maintenance.
- Une liste récapitulative des certificats de qualification professionnelle et agréments relatif aux domaines de la maintenance objet de la présente procédure, avec d'une part les certificats délivrés par les constructeurs d'équipements et d'autre les certificats et qualification délivrés par des organismes certificateurs agréés ou indépendants, ainsi que tout autre moyen de preuve équivalent.
- Une note descriptive déclinant l'organisation de la société en place, et ses éventuels engagements dans des **processus de management** en matière **de qualité, de sécurité au travail, d'environnement, et de développement durable.**

Cette note devra, le cas échéant, être assortie en annexes, des certifications obtenues dans ces domaines.

Le candidat produira les mêmes documents, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques ou sous-traitants sur lesquels il prévoit de s'appuyer durant l'exécution du marché pour l'exécution des prestations régulières.

En outre, et le cas échéant, pour justifier qu'il peut effectivement disposer des capacités d'un opérateur

économique ou sous-traitant pour l'exécution des prestations, le candidat devra produire un engagement écrit de ce dernier.

Les qualifications et attestations de compétence, sont liées à l'attribution du marché et à la garantie des accords pris dans le cadre du présent contrat.

En cas de suspension ou d'annulation des dites qualifications ou de fausses déclarations ou attestations, les Etablissements membres du GHT Loire se réservent la possibilité de résilier les accords, sans possibilité de dédommagement du titulaire au-delà des seules prestations avancées et validées.

7.2. Capacités et moyens opérationnels exigés :

Chaque candidat devra obligatoirement, avoir renseigné au dépôt de son offre, son mémoire technique et annexes, les éléments attestant de sa capacité à mettre en œuvre les moyens et équipements de maintenance appropriés correspondants au domaine de la vérification et de la maintenance, d'installations et équipements objets du présent marché.

A savoir, notamment :

- Un état de ses outillages, matériels et équipements techniques dont il dispose pour l'exécution des prestations,
- Une attestation de détention de l'instrumentation de mesure et éventuelles applications de métrologie,
- Une attestation de détention des équipements de thermographie infrarouge,
- Un état des équipements de balisage et de signalisation des zones de travaux, dont il dispose pour l'exécution des prestations.
- Une attestation de détention d'équipement de nettoyage et d'aspiration à filtre absolu, approprié à l'environnement hospitalier et plus particulièrement adapté aux interventions dans les secteurs dits à risques ou sensibles.

7.3. Organisation et moyens structurels mis en œuvre pour le respect des engagements :

Ils devront être précisés et détaillés par le candidat au mémoire technique.

Point important :

Le titulaire devra disposer d'un central d'appel ou hotline avec un numéro de téléphone et une messagerie unique, permettant de prendre en charge et de traiter les demandes d'intervention et de dépannage pour les périodes de couverture devant être assurées pour chaque Etablissement membre au titre du présent marché public, telles que définies, pour chacun des lots et chaque Etablissement membre, en annexe du présent CCTP.

7.4. Disponibilité des pièces détachées - pièces de rechange :

Le titulaire devra disposer d'un stock de pièces détachées lui permettant de garantir la bonne exécution du présent contrat et permettre, le cas échéant, une remise en service des installations, dans les meilleurs délais.

Ce stock doit être composé à minima des consommables de maintenance, des composants et pièces dits d'usures, et autres pièces d'usages courants.

Pour permettre de juger la capacité du candidat à répondre aux attentes du présent marché, celui-ci devra :

- Préciser à son mémoire technique un état détaillé de ces stocks pour les pièces, composants et consommables concernés,
- Le cas échéant, faire état sur le BPU des pièces en stock, et des délais usuels d'approvisionnement pour les pièces non tenues en stock.

D'autre part, le titulaire s'engage à fournir, pour chaque installation et/ou équipement faisant l'objet du présent contrat, l'ensemble des pièces de rechange, sans application de clause de vétusté.

Toutes les pièces détachées seront conformes aux prescriptions constructeur, et identiques aux configurations d'origine des équipements.

Dans le cas où le titulaire ne serait plus en mesure de fournir une pièce :

- Il devra en démontrer l'obsolescence ou la non-réparabilité (courrier constructeur validé par un tiers expert par exemple),
- Il pourra proposer à l'Etablissement membre, une solution de remplacement, voire de modernisation (si cela se justifie techniquement ou économiquement).
La proposition sera alors présentée sous forme de devis détaillé, et accompagnée des documentations techniques et commerciales correspondantes.

ARTICLE 8. Définition des conditions de mise en œuvre et d'exécution du marché

8.1. Normes et règlements :

L'exécution du présent marché est soumise aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur concernant :

- ☒ Les marchés publics
- ☒ Le travail,
- ☒ Les établissements publics de santé et à leur classification,
- ☒ Les domaines d'équipements ou installations concernés et à leur classification,
- ☒ Les domaines d'activités auxquels les équipements ou installations concurrent.

Elle est également soumise aux préconisations et recommandations des constructeurs des équipements et matériels concernés.

La maintenance des installations se voulant évolutive, les nouveaux textes, préconisations et recommandations, ou ceux entrant en application pendant la durée du marché, devront être pris en compte et mis en œuvre par le titulaire.

Le titulaire sera tenu de se conformer à minima à (liste non-exhaustive) :

- ☒ Arrêté du 10 décembre 2004 - portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- ☒ Arrêté du 10 octobre 2000 - Fixe la périodicité et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications
- ☒ Arrêté du 23 mai 1989 - Relatif au règlement de sécurité contre l'incendie dans les établissements de soins (type U).
- ☒ Circulaire du 25 octobre 2004 - Relative à la prévention des risques électriques dans les établissements de santé.
- ☒ Circulaire du 8 décembre 2006 - Prévention des risques électriques dans des conditions climatiques de grands froids.
- ☒ Code de la construction et de l'habitation.
- ☒ Code de la santé publique (continuité des soins).
- ☒ Code du travail.
- ☒ Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 et ses arrêtés d'application - Dispositions concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

-
- ☒ Directive 67, 548, CEE du 27-07-67-Annexe 1.
 - ☒ Directive 94, 69, CE.
 - ☒ Le décret N°2010-1016, du 30 août 2010, est relatif aux obligations de l'employeur pour l'utilisation des installations électriques fixes ou temporaires des lieux de travail.
 - ☒ Le décret N°2010-1017, du 30 août 2010, fixe les règles en matière de conception et de réalisation des installations électriques des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs.
 - ☒ Le décret N°2010-1018, du 30 août 2010, est relatif à la prévention des risques électriques dans les lieux de travail.
 - ☒ Le décret N°2010-1118, du 22 septembre 2010 complète le dispositif. Il donne les règles à respecter par les salariés lorsqu'ils interviennent, à titre professionnel, sur les installations électriques ou dans leur voisinage.
 - ☒ Publication UTE C 18-510 (édition novembre 1988 mise à jour 2004) - Recueil d'instructions générales de sécurité d'ordre électrique. " Tous les personnels, qui dans le cadre de leur travail ont accès ou s'approchent des circuits électriques, doivent suivre une formation spécifique. Cette formation est destinée à leur faire connaître les dangers de l'électricité ainsi qu'à leur apprendre à s'en prémunir. Les électriciens sont bien sur les premiers concernés, mais aussi tous ceux que leur travail amène à côtoyer de près les installations électriques. Cette formation est sanctionnée par la délivrance d'une attestation. Avec cette attestation l'employeur peut délivrer une habilitation au personnel qui doit s'approcher ou manœuvrer les circuits électriques. Cette habilitation n'est en aucun cas un ordre de travail, les personnels n'ont pas à prendre l'initiative d'une intervention. La seule exception est le cas de l'habilitation BR, qui permet aux électriciens confirmés, d'exécuter sur ordre, des actions en vue d'effectuer un dépannage, sans en référer à chaque étape à leurs responsables. "
 - ☒ Règlements de sécurité et conditions particulières.
 - ☒ Textes sur la protection des travailleurs.
 - ☒ UTE C 18-540 (septembre 1996) Carnet de prescriptions de sécurité électrique destiné au personnel habilité basse tension - Hors tension.
 - ☒ Le PRESTATAIRE devra prendre en compte les recommandations et réglementations applicables connues au moment de la consultation et leurs évolutions, tout au long du marché.
 - ☒ Les normes non-rendues d'application obligatoire par un texte réglementaire, sont par principe d'application volontaire et constituent les références à privilégier conférant conformité à la réglementation applicable.

8.2. Conformité des fournitures et services :

Les produits et prestations proposées par le titulaire devront être conformes aux normes et homologations en vigueur (ISO, marquage CE, NF., EN...etc...).

Les normes pouvant évoluer en fonction de la réglementation pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu de s'y conformer.

Le non-respect de ces normes entraînera la résiliation du marché, sans préavis ni indemnités de la part du GHT Loire.

Le titulaire aura à produire les pièces justificatives de conformité sur réquisition des services du GHT Loire.

8.3. Engagement et obligations du prestataire :

Le GHT Loire souhaite, que les opérations de maintenance préventive et corrective faisant l'objet du contrat, permettent la conservation des installations et des équipements en parfait état de fonctionnement, en ayant pour objectif leur maintien opérationnel permanent afin d'assurer la continuité du service hospitalier et des activités de soins, notamment dans le cadre plus spécifique de la lutte contre les infections nosocomiales et de la prévention des risques de transmissions croisées des bactéries hautement résistantes émergentes (BHRE).

Ces éléments doivent être le souci constant du titulaire dans la réalisation du contrat.

8.3.1. Obligation de résultats et de moyens

Compte tenu du caractère sensible des installations et/ou équipements concernées par le présent marché, le titulaire est tenu à une obligation de résultat et à une obligation de moyens.

Il doit mettre en œuvre l'ensemble des ressources nécessaires pour assurer la sécurité et la fiabilité des équipements.

De plus, il s'engage :

- À se conformer aux différentes directives, plans de prévention et consignes de sécurité émis par les services des Ets membres,
- À communiquer les informations nécessaires aux Etablissements membres afin de mettre en place les procédures d'urgence et de demande intervention,
- À réaliser les visites et opérations de maintenance préventive et corrective permettant de maintenir les installations en parfait état de fonctionnement,
- À réaliser les essais de bon fonctionnement des installations et/ou équipements en fin d'opération, et notamment de leurs systèmes de sécurité, ainsi que de leur process de désinfection.
- Intervenir dans les plus brefs délais, sans limitation de nombre,
- À établir un bilan des installations sur simple demande,
- À informer les Etablissements membres du GHT Loire de l'évolution de la législation et des textes en vigueur,
- À proposer les transformations nécessaires à l'application des nouvelles législations,
- À effectuer tous remplacements de pièces avant leur défaillance, selon les règles de l'art ou de prescriptions techniques et dans un souci de minimiser les pannes.
- À tracer :

-
- ⇒ Toutes ses interventions de quelque nature qu'elles soient (maintenance préventive, curative ou palliative, travaux),
 - ⇒ Les heures d'arrivée et de départ de chacun des techniciens, pour chaque intervention, sur les supports définis au présent CCTP.
- A informer :
 - ⇒ Les usagers et les services de l'Etablissement membre concerné sur la réparation en cours et la durée de l'intervention,
 - ⇒ Le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personnes désignées en tant que tel) sur le travail réalisé sur les installations et équipements,
 - ⇒ Le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personnes désignées en tant que tel) sur les réparations nécessaires pour maintenir la sécurité.

Le prestataire devra aussi :

- Être présent à l'occasion des états des lieux contradictoires au début ou la fin du contrat d'entretien,
- Être présent dans le cadre d'audits, diagnostics ou visites de contrôle effectués par des bureaux spécialisés mandatés par l'établissement et nécessitant sa présence (cette demande peut être faite par chacun des Ets membres concernés autant de fois que nécessaire),
- Être présent aux réunions de suivi de contrat.

8.3.2. Continuité de service

Le titulaire est tenu de procéder à toutes les interventions de maintenance préventive et corrective, comprenant le remplacement de tous les matériels défectueux ou risquant de l'être, ceci dans les délais impartis et de manière à assurer la continuité de service de l'ensemble des installations et des équipements dont il a la charge. Le prestataire se doit d'assurer à chaque intervention :

- La sécurité des biens et des personnes, ainsi que la sûreté des bâtiments et installations,
- La vérification d'adéquation, de conformité et de qualité des produits consommables et l'intégrité de leurs contenants (lessiviels, détergents, désinfectants, produits de rinçage, ...),
- La continuité de service et le maintien des paramètres de fonctionnement en respectant les conditions de fonctionnement et d'exploitations définies dans les spécifications techniques des constructeurs et dans les carnets de maintenance, et les consignes des services exploitants,
- La fiabilité des installations et des équipements, la maintenabilité et la durabilité des performances de fonctionnement à un niveau optimal ou proche de celui d'origine.

Dans le cas où, pour quelque cause que ce soit, ces conditions ne pourraient être obtenues, le titulaire devra informer immédiatement le Responsable technique de l'Etablissement membre (ou personne désignée en tant que tel) afin de prendre toutes dispositions nécessaires à la sécurisation, des locaux et des personnes, des produits stockés et conservés afin d'assurer la continuité de service.

Il est précisé également, qu'en aucun cas, un dispositif de sécurité ne devra être inhibé pour permettre le fonctionnement d'une installation ou sa remise en service.

La durée d'immobilisation des installations et/ou équipements nécessitée par les diverses opérations de maintenance préventives, de dépannage ou de réparation, devra être aussi réduite que possible et permettre l'observation stricte des règles de sécurité et des règles de l'art.

Les différents délais et durée d'intervention mentionnés dans le mémoire technique du titulaire pour les opérations de maintenance préventives et corrective devront être respectés, faute de quoi, des pénalités seront appliquées conformément aux dispositions du CCAP.

8.3.3. Implication

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la nature et consistance des installations concernées par le présent marché.

Pendant toute la durée du marché le titulaire est responsable de l'ensemble des opérations liées à l'exécution des prestations :

- Mise en place balisage et signalisation des zones de travaux,
- Consignations des équipements,
- Ouverture, fermeture d'éventuels capotages,
- Manutentions,
- Enlèvement et évacuation des déchets,

Et de façon générale, toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution de ses prestations et à la remise en ordre après intervention, conformément à la configuration d'origine des locaux ou postes de travail.

8.3.4. Devoir de conseil

En sa qualité de professionnel, il appartient au titulaire de fournir toute information, conseil et mise en garde nécessaire à la bonne exécution des prestations.

A ce titre, le titulaire doit préconiser toutes les mesures d'amélioration de sécurité et signaler les éventuelles évolutions à apporter, notamment d'ordre règlementaires et normatives

Si les installations mises à disposition du titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai l'Etablissement membre à qui il appartient d'en vérifier le bien-fondé et de prendre dans un délai raisonnable les dispositions utiles en vue de leur mise en conformité, si cela s'avère nécessaire.

Pour ce faire, l'Etablissement membre pourra alors se faire assister par un organisme de contrôle agréé ou un bureau d'études technique spécialisé.

8.4. Devoir de conseil :

En sa qualité de professionnel et de sachant, ou expert, dans le domaine la maintenance des installations et/ou équipements dont il a la charge de maintenance et d'entretien, il appartient au titulaire de fournir toute information, conseil et mise en garde, nécessaire à la bonne exécution des prestations.

A ce titre, le titulaire doit préconiser toutes les mesures d'amélioration de sécurité.

De manière générale, le titulaire doit informer l'Etablissement membre de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

Le titulaire doit également, en tout état de cause, et dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, signaler à l'Etablissement membre, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si lors d'une opération de maintenance ou de dépannage, une situation dangereuse est détectée sans pouvoir être éliminée immédiatement, le titulaire devra mettre l'installation ou l'équipement hors service et informer sans délai le Responsable technique de l'Etablissement membre (ou personne désignée en tant que tel), de la nécessité de la conserver à l'arrêt, jusqu'à en avoir assuré sa réparation.

Lors de la mise en œuvre d'une telle mesure, le titulaire veillera également, en priorité, aux éventuelles incidences engendrées et prendra en concertation les services du GHT Loire concernés, ainsi que le Responsable technique de l'Etablissement membre (ou personne désignée en tant que tel), les dispositions nécessaires pour la sécurisation des locaux, personnels, usagers et activités, ainsi qu'au maintien de la continuité de service.

Il est précisé également, qu'en aucun cas, un dispositif de sécurité ne devra être inhibé, pour permettre le fonctionnement d'une installation ou sa remise en service.

Suite à une mise à l'arrêt, un appareil ne devra être remis en service, à l'initiative seule du titulaire, sans l'avis et l'accord préalable du Responsable technique de l'Etablissement membre (ou personne désignée en tant que tel).

Si les installations mises à disposition du titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, celui-ci est tenu d'en informer, par écrit et sans délai, l'Ets membre à qui il appartient d'en vérifier le bien-fondé, et de prendre, dans un délai raisonnable, si cela s'avère nécessaire, les dispositions utiles en vue de leur mise en conformité.

Pour ce faire, l'Etablissement membre pourra alors se faire assister par un organisme de contrôle agréé ou un bureau d'études technique spécialisé.

8.5. Responsabilité :

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la nature et consistance des ouvrages, installations et/ou équipements concernés par le présent marché.

Il est responsable de l'ensemble des opérations liées à l'exécution des prestations :

- Mise en place balisage et signalisation des zones de travaux,
- Mise en place de systèmes de protections appropriées à l'environnement hospitalier et plus particulièrement adaptés aux interventions dans les secteurs et services classés à risques " Salles propres et Zones environnements maîtrisés",
- Consignations des équipements,
- Ouverture/fermeture d'éventuelles trappes d'accès, capotages, faux-plafonds,
- Manutentions,
- Conditionnement, évacuation, transport et élimination ou recyclage des déchets,

Et de façon générale, toutes sujétions nécessaires à la bonne exécution de ses prestations et à la remise en ordre après intervention, conformément à la configuration d'origine des locaux ou postes de travail.

8.6. Organisation et moyens :

Le titulaire devra mettre en œuvre l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à l'exécution des prestations requises pour assurer la sécurité et la fiabilité des équipements en vue d'atteindre les niveaux de qualité définis dans le présent CCTP.

Les ressources, services et moyens nécessaires à l'exécution des différents types et niveaux de maintenance, devront être correctement calibrés, pour permettre d'assurer en toutes circonstances un fonctionnement continu des installations et équipements, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Le candidat présentera dans son mémoire technique l'organisation détaillée qu'il propose d'adopter pour répondre au marché.

8.7. Personnels intervenants :

Le titulaire a le droit exclusif de désigner le personnel affecté à l'exécution des prestations, dit "personnel prestataire" ou "intervenant".

Les personnels prestataires et intervenants devront avoir une connaissance et une expérience éprouvée des techniques du domaine d'intervention et des prestations requises, objets du présent contrat.

Dans le cas où le personnel prestataire ne serait pas en mesure d'assurer les obligations du contrat (équipements spécifiques,), le titulaire devra sous-traiter la prestation qu'il n'est pas en mesure d'effectuer.

La sous-traitance sera alors établie conformément aux dispositions administratives du présent marché.

Il est également établi que pendant toute la durée du contrat, le titulaire continue d'assurer la gestion administrative et sociale des personnels prestataires et intervenants, lesquels restent en tout état de cause sous son autorité hiérarchique.

Chaque Etablissement membre se réserve le droit de refuser l'accès à un site, un service, ou une installation, s'il juge que, le comportement du ou des personnels prestataires est de nature à porter atteinte aux mœurs, à la dignité ou à la sécurité d'autres personnes, quelles qu'elles soient, visiteurs, usagers, résidents, patients, consultants, intervenants ou personnels de l'Ets membre.

L'Etablissement membre se réserve également le droit, de refuser l'accès du prestataire aux équipements, pour le cas où, celui-ci interviendrait illégalement sur les installations (par exemple : non-respect d'hygiène, de sécurité, ...).

Le personnel prestataire, intervenant dans les locaux des Etablissements membres, devra respecter le règlement intérieur de chacun, notamment en ce qui concerne les déplacements et les consignes ou plans de sécurité en vigueur, et d'une manière générale concernant toutes les contraintes de service et d'exploitation des sites concernés.

Les personnels prestataires et intervenants devront être dotés de tenues professionnels permettant l'identification de l'entreprise pour le compte de laquelle ils interviennent. Ils devront respecter le règlement intérieur de chaque Etablissement membre, notamment en ce qui concerne les déplacements et les consignes de sécurité en vigueur, et d'une manière générale concernant toutes les contraintes de service et d'exploitation des sites concernés.

Chaque Etablissement membre du GHT se réserve le droit de refuser tout intervenant dont les compétences professionnelles sont manifestement inadaptées ou dont l'attitude ou l'approche technique serait jugée préjudiciable à ses intérêts.

Le titulaire ne peut pas prétexter du fait de grève, maladie ou absence de son personnel pour ne pas respecter ses engagements contractuels.

8.8. Sous-traitance :

Le titulaire est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve des justifications d'agréments. Le soumissionnaire devra fournir au dépôt de son offre une déclaration de sous-traitance mentionnant l'ensemble des informations suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie,
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code.

L'acceptation du sous-traitant et, le cas échéant, l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent marché.

8.9. Sécurité et hygiène

Le titulaire du présent contrat est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d'assurer l'hygiène, la santé et la sécurité :

- Des usagers et employés des différents Etablissements membres,
- De ses employés intervenants sur les installations des différents Etablissements membres.

Le titulaire devra établir, dans un délai de 15 jours suivant la date de notification du marché, en relation avec le Responsable hygiène et sécurité de chaque Etablissement membre, les documents relatifs au Plan de Prévention des Risques Professionnels Hygiène Sécurité (PRP-HS).

Le titulaire est tenu d'informer ses personnels ou sous-traitants sous sa responsabilité, intervenant sur les différents sites, du contenu des plans de prévention relatifs à chaque Etablissement membre.

Le titulaire emploie, sous sa seule responsabilité, des techniciens et agents formés, qualifiés et habilités ayant l'expérience requise pour la réalisation des prestations demandées, la mise en œuvre des méthodes de travail appropriées, et l'utilisation des machines et outils nécessaires à l'exécution du contrat.

Il devra mettre à disposition de son personnel les machines, outillages et équipements spécifiques, les équipements de sécurité et EPI, et tous autres moyens qui seraient nécessaires aux interventions et s'assurer notamment que les équipements de sécurité et de protection sont en parfait état et effectivement utilisés.

Ces matériels devront être conformes aux normes et règlements en vigueur.

Il doit également procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel mis à la disposition de ses employés intervenant sur les installations des établissements hospitaliers.

Le titulaire doit exercer une surveillance continue de ses interventions afin d'éviter tout accident pouvant survenir à ses employés, aux personnes utilisatrices des installations ou aux personnes se trouvant à proximité des installations en cours de maintenance ou de travaux exécutés par le personnel prestataire.

8.10. Traitement des déchets

Le titulaire est responsable du traitement des déchets issus ou liés à l'exécution du marché, qu'il a pour mission de collecter, de transporter en dehors des locaux et sites des Etablissements membres, et d'en assurer le retraitement ou l'élimination.

Pour ce faire, il mettra en œuvre les matériels nécessaires à la collecte et au transport des déchets en dehors des locaux et sites des Etablissements membres, et s'assurera de leur prise en charge dans les filières de traitement ou d'élimination appropriées ou spécialisées, conformément aux textes applicables en ce domaine et ce, notamment au regard des dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection de l'environnement et au transport.

Le titulaire se conforme aux directives DEEE (Déchet d'Équipement Électrique et Électronique) et LdSD (Limitations des Substances Dangereuses), mises en application par le décret n°2005-829 du 20, 07, 2005, relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements.

L'enlèvement et le retraitement des fluides frigorigènes, des huiles, filtrations, batteries ainsi que toutes les pièces et matières consommables nécessaires à l'exécution du marché seront pris en charge le titulaire en collaboration avec les sociétés spécialisées agréées par la DRIRE (Direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement).

Un BSDI (Bordereau de suivi de déchets industriels) sera établi à chaque fois que nécessaire selon la nature et la classification des déchets à traiter, ainsi que la réglementation relative applicable.

Selon la nature et la classification des déchets à traiter, ainsi que la réglementation relative applicable, le titulaire fournit, sous quatre semaines après son intervention, les bordereaux de suivi de déchets industriels établi.

Au préalable, chaque candidat devra fournir dans son mémoire technique les différentes procédures de recyclage mises en œuvre dans le cadre du présent marché.

8.11. Nuisances

Le titulaire tiendra compte dans son offre, de toutes les sujétions découlant des obligations réglementaires concernant les éventuelles nuisances : bruits des engins, ondes vibratiles, poussières, odeurs, horaires de travail, etc...

Le personnel prestataire devra tenir compte de tous les impératifs à respecter.

Compte tenu de l'environnement spécifique en site hospitalier, une attention particulière sera apportée aux bruits résultant des activités de maintenance et de travaux.

Le titulaire devra veiller à ce que les bruits émis ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation, et le personnel prestataire aura à prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet.

Dans le cas de bruits soutenus et maintenus qui pourraient entraîner une gêne difficilement supportable pour l'activité des services hospitaliers, et plus particulièrement d'examen et de diagnostics, d'explorations fonctionnelles, d'imagerie, ou encore des services de soins et d'hébergement pour le repos de leurs occupants. Il pourra être demandé au titulaire de mettre en œuvre des mesures appropriées ou moyens spécifiques, afin d'en réduire le niveau et les nuisances. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans le prix du marché.

8.12. Amiante

Conformément à la réglementation en vigueur, un DTA (Dossier Technique Amiante) est disponible dans les différents établissements membre.

En cas de suspicion de présence d'amiante, ou de zones non diagnostiquées, les DAT (diagnostics avant travaux) seront pris en charge par l'établissement membre concerné.

Les opérateurs intervenants dans une zone dite " amiantée " ou tous matériaux contenant de l'amiante, devront disposer des formations requises, ainsi que des EPI (équipements de protection individuelle) et EPC (équipements de protection collective) appropriés.

La rédaction d'éventuels modes opératoires liés à ce type d'interventions, est à la charge du prestataire.

L'élimination des déchets amiantés (EPI, déchets...) sera effectuée par la filière déchets des différents établissements membre.

SPECIFICATIONS TECHNIQUES ET DEFINITION DES PRESTATIONS

ARTICLE 9. Etats des lieux - Audit des appareils et contrôles :

9.1. Etats des lieux contradictoires en début de contrat :

A la demande du titulaire ou de chacun des Etablissements membres, un état des lieux initial pourra être dressé de façon contradictoire entre l'Ets membre ou son représentant et le nouveau titulaire (**prestataire entrant**) :

- Dans le cas d'une demande par le titulaire, il devra en effectuer la demande sous un délai de quinze jours suivant la notification du marché.
- Dans le cas d'une demande par un Etablissement membre, celle-ci sera jointe avec la notification du marché.

Cet état des lieux déterminera, les caractéristiques principales et l'état général des installations, les conformités obligatoires relatives au type d'installation, aux règlements et législation en vigueur.

La forme, les modalités d'organisation et les délais de réalisation de cet état des lieux contradictoire seront définis et établies entre chaque Etablissement membre et le titulaire. Les Etablissements membres pourront se faire assister ou représenter, pour cet état des lieux, par un organisme de contrôle agréé ou un bureau d'études technique spécialisé.

Sans remarques de la part d'une ou l'autre des parties, les conclusions de l'état des lieux sont réputées acceptées et non amendables.

L'absence de demande du titulaire (**prestataire entrant**) ou son absence à l'état des lieux initial contradictoire implique son acceptation des installations sans réserves. Celui-ci ne pourra faire état par la suite, de défauts de réalisation, de maintenance, d'imperfections ou de défauts de réglages.

9.2. Etats des lieux contradictoires en fin de contrat :

Le titulaire (**prestataire sortant**) s'engage à laisser, en fin d'exécution du contrat, les installations en état normal d'entretien, de fonctionnement, de propreté, de sécurité et libres de tout verrouillage interdisant la gestion normale des équipements.

A la demande de chacun des Etablissements membres, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels pourra être établi à la fin du contrat entre l'Etablissement membre ou son représentant, en présence du titulaire (**prestataire sortant**) dans la période d'un mois antérieure à la date d'expiration du marché. Les Etablissements membres pourront se faire assister ou représenter, pour cet état des lieux, par un organisme de contrôle agréé ou un bureau d'études technique spécialisé.

Le cas échéant, le **prestataire entrant** pourra s'il le souhaite assister à cet état des lieux contradictoire de fin de contrat et faire part de ses observations. Cet état des lieux vaudra dans ce cas, pour le **prestataire entrant**, pour état des lieux contradictoire de début de contrat.

Point important :

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent contrat, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du prestataire sortant.

9.3. Absence aux états des lieux, expertises ou contrôles réglementaires :

L'absence du titulaire aux états des lieux, expertises ou contrôles réglementaires implique son acceptation sans réserves des remarques qui seront émises.

Il ne pourra faire état par la suite d'incompréhensions des rapports pour justifier ses manquements.

9.4. Prise en charge de nouvelles installations

Pendant la durée du marché, lors de l'ajout de nouvelles installations, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements sera établi dans les 15 jours suivant la demande de prise en charge par le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné.

Le titulaire devra une mise à jour de l'inventaire et des caractéristiques techniques associées aux nouvelles installations prises en charge.

ARTICLE 10. Mise au point du marché :

Avant le démarrage du marché, une réunion de mise au point sera organisée entre chaque établissement membre et le candidat retenu.

ARTICLE 11. Dispositions relatives à la fin de contrat :

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

ARTICLE 12. Description des prestations :

12.1. Définition :

Le marché issu de cette consultation est un marché de maintenance dont les prestations demandées sont définies sous deux formes :

- **Prestations forfaitaire :** Opérations de contrôles, d'entretien et de maintenance préventive périodique.
- **Prestations hors forfait :** Interventions d'urgence, dépannages, réparations, opérations ponctuelles de maintenance corrective, travaux de mise en conformité, de rénovation et de modernisation des installations. (Sur validation d'un bon de commande).

L'ensemble des prestations de maintenances décrites dans le présent CCTP, devront respecter les échéances, niveaux et gammes de maintenance, et autres préconisations établies pour chaque équipement par son constructeur, ainsi que la réglementation en vigueur.

Le titulaire devra fournir en début de chaque période annuelle et sur demande, les certificats de qualification et habilitations en cours de validité pour chacun du ou des techniciens intervenants.

Pour la mise en place de chacune de ses interventions de maintenance préventive et corrective ou travaux, le ou les techniciens désignés par le titulaire pour l'exécution de ces tâches devront obligatoirement se faire connaître et accompagner par un agent du service technique de l'Etablissement membre concerné ou représentant.

L'ensemble des coupures, arrêts et consignations électriques ou fluides nécessaires à la réalisation des prestations recourront à l'accord du préalable du responsable technique de l'établissement ou de son représentant, et selon la situation à l'éventuel concours du personnel technique de l'établissement concerné.

12.2. Prescriptions :

Les prestations seront réalisées conformément, aux recommandations des constructeurs des différents équipements, aux prescriptions techniques et règles de l'art du domaine, plans de prévention des risques et dans le respect de la réglementation et des normes de sécurité.

12.3. Conditions d'interventions :

12.3.1. Maintenance (généralités) :

Le titulaire assure les missions de vérifications et contrôles périodiques, de maintenance préventive et corrective.

12.3.2. Généralités

Les Etablissements membres ont chacun leurs propres particularités et spécificités, ce tout aussi bien en termes de parcs d'installations et d'équipements, d'activités, de contraintes d'exploitation et de service ou encore de besoins.

Certaines interventions (maintenance préventive ou corrective) pourront se dérouler, selon les besoins des Etablissements membres, en dehors des horaires communs d'ouverture de journée, de nuit, les week-ends ou jours fériés en fonction de la formule de couverture et de réalisation de maintenance préventive ou corrective que chacun d'eux aura choisie.

Le titulaire est tenu pour toute intervention de se conformer aux horaires d'interventions fixés par l'Etablissement membre concerné, en fonction de ses contraintes d'exploitation.

Le titulaire s'engage également à respecter les règles de sécurité, de protection et d'hygiène en vigueur dans chaque établissement, site et lieu de ses interventions, notamment concernant les plans de prévention hygiène et sécurité spécifiques au domaine hospitalier propres à chacun des Etablissements membres.

Il ne pourra à ce titre prétendre à quelconque dédommagement complémentaire, autre que ceux précisés dans les grilles de prix tarifs BPU et DPGF.

12.3.3. Signalement des interventions :

Pour chacune de ses interventions, le prestataire devra signaler sa présence dans l'établissement directement au Responsable technique de l'Etablissement membre concerné ou toute autre personne préalablement désignée par lui (exemple : Personnels techniques de permanence ou d'astreinte, Personnels sécurité), soit physiquement, soit par téléphone, il procédera de la même façon avant son départ.

De manière plus générale, toute intervention de maintenance préventive ou corrective (visite périodique, travaux divers, dépannage, ...) sera consignée et donnera lieu à postériori à un compte-rendu ou procès-verbal d'intervention tel que définit au présent CCTP.

12.3.4. Remise en état après intervention :

Le prestataire assurera le démontage des capotages ou autres éléments permettant de visiter tout ou une partie des installations nécessaires au déroulement des opérations, de même il en assurera le remontage en fin d'opération.

Si, lors d'une intervention, une remise en état apparaît nécessaire pour éviter la survenance d'une avarie ou panne, le titulaire devra, en avertir le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel) et en faire effectuer le constat.

Dans ce cadre, et dans le cas de nécessité de fourniture de pièces détachées non incluses au forfait, le titulaire devra préalablement à toute intervention de remise en état établir un chiffrage détaillé.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'intervention les installations, matériels ou équipements en état normal, de sécurité, de fonctionnement et d'entretien.

12.4. Maintenance préventive systématique

12.4.1. Maintenance préventive :

La maintenance préventive inclut les prestations pour les visites périodiques de contrôles réglementaires, de maintenances de niveau 1 et 2 (norme NF X 60-010), ainsi que l'entretien d'usage (lubrifications, nettoyages, remplacement petites pièces d'usures...) nécessaire au bon fonctionnement et au maintien en service des équipements (Cf. § 12.4.4 Entretien, ci-après).

12.4.2. Nature des prestations

Le titulaire devra réaliser les opérations de maintenance préventive systématique sur l'ensemble des équipements.

Les interventions comprendront au minimum les tâches décrites dans les listes ci-après pour chacun des lots (Cf. § PLAN DE MAINTENANCE GENERAL, ci-après).

Chacune des listes est fournie à titre indicatif et se veut non-exhaustive, elle constitue un minimum et ne saurait prévaloir ou dégager le titulaire de quelconques obligations de service, de performance ou de résultat pouvant-être attendues dans le cadre du présent marché, et ce pour toutes opérations ou interventions qui serait ou qu'il jugerait nécessaire au bon entretien des installations.

Le titulaire garantit la mise en œuvre des moyens nécessaires pour assurer les contrôles, les réglages, l'entretien courant et les petites réparations des installations, dans l'objectif du maintien de la fiabilité et des performances des équipements.

En cas de dysfonctionnement(s) des installations ou équipements, consécutif(s) à la maintenance préventive, les réparations afférentes seront à la charge du titulaire.

Sauf urgence avérée ou danger immédiat, aucune prestation de maintenance qui ne serait pas incluse au forfait de maintenance préventive et qui apparaîtrait comme nécessaire lors d'une visite de maintenance, ne devra être effectuée sans l'accord préalable de l'Etablissement membre concerné.

12.4.3. Visites périodiques – contrôles :

Le prestataire devra effectuer les visites de maintenance préventive conformément, à la réglementation, aux prescriptions des constructeurs, aux conditions et aux prescriptions du présent CCTP.

Le nombre et le type de visites à effectuer par le titulaire est précisé pour chaque équipement dans les pièces annexes au présent dossier pour chacun des lots et par établissement.

Les visites s'effectueront les jours ouvrables (du lundi au vendredi) de 8h00 à 17h00, ou ponctuellement suivant un horaire à aménager sur demande de chaque Etablissement membre concerné.

Le prestataire devra assurer au minimum une visite par équipement et par an.

Les dates de visites feront l'objet d'un accord préalable entre le titulaire et l'Etablissement membre concerné, en tenant compte des contraintes de service et d'exploitation de ce dernier.

Le titulaire du marché prendra contact avec le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel) afin de déterminer, dans un délai de prévenance minimum fixé à 7 jours, le planning prévisionnel des interventions.

Ce planning sera confirmé par écrit par le titulaire et vaudra engagement de sa part.

12.4.4. Entretien :

Inclus dans la maintenance préventive, l'entretien comprend la fourniture des produits de lubrification, de détartrage et de nettoyage, des divers produits consommables, et autres petites fournitures, notamment :

- Huiles, graisses, chiffons
- Décapant, dégrissant, dégraissant, détartrant
- Petite quincaillerie, visserie, rondelles, goupilles, clavettes
- Joints
- Lampes, ampoules, fusibles, piles

Le prestataire aura à sa charge la fourniture de tous ces consommables de maintenance et petites fournitures.

Le remplacement des petites fournitures se fera par des matériaux conformes aux prescriptions du constructeur, d'origine et de marque.

12.4.5. Remise en état après contrôle :

Si, lors d'un contrôle, une remise en état apparaît nécessaire pour éviter la survenance d'une panne, le titulaire devra dans le cas de fourniture de pièces détachées non incluses au forfait, établir un devis avant toute intervention.

L'intervention ne pourra être réalisée qu'après réception par le titulaire, d'un bon de commande de l'Etablissement membre.

12.4.6. Essais :

A la suite de chaque visite ou intervention le titulaire procédera à un essai des équipements et/ou installations du bon déroulement des différents cycles et process de lavage/désinfection.

12.4.7. Logiciels :

La mise à jour, et prestations de programmation, pour la maintenance évolutive des outils logiciels ou de programmation seront incluses au présent contrat au titre de la maintenance corrective (prestation hors forfait).

12.4.8. Gammes de maintenance :

Dans le cadre du présent marché, chaque équipement ou installation fera l'objet d'une gamme de maintenance qui lui sera appliquée.

Pour chaque, type, marque, modèle d'équipement ou installation, ces gammes de maintenance devront intégrer, toutes les opérations découlant des recommandations du constructeur, des obligation(s) réglementaire(s) ou qualitatives (visites, contrôles, vérifications, essais, mesurages, ...), ainsi que les éventuelles préconisations complémentaires du titulaire, pour la maintenance de différents niveaux.

Ces gammes feront apparaître :

- La liste détaillée et chronologiques des opérations,
- La périodicité,
- Le niveau de maintenance correspondant,
- Le temps moyen estimé pour chaque opération,
- Les observations et remarques particulières.

Le candidat devra fournir dans son mémoire technique, classée par typologie d'installation ou équipement, marque, modèle, un exemplaire de chacune des gammes de maintenance qu'il propose d'utiliser pour la réalisation des prestations de maintenance préventive.

Ces gammes de maintenance feront partie intégrante de l'analyse quantitative, technique et qualitative de l'offre de chacun des candidats.

Lors des opérations de mise au point marché, le titulaire devra transmettre au Responsable technique de chaque Etablissement membre, un exemplaire de chacune de ces gammes de maintenance au format informatique Excel, ainsi qu'un exemplaire papier.

L'ensemble des gammes pourront évoluer qualitativement sur la durée du marché, toutes les évolutions devront être validées par le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel). Et pourront faire l'objet, en cas d'évolution substantielle importante, d'avenant modificatif au marché de base.

Chacune de ces gammes servira ensuite au titulaire, à l'édition de check-list de contrôle reprenant en sus les références de l'établissement, du site, de la localisation, du service et de l'équipement ou de l'installation concernée, qui sera à joindre le cas échéant à chaque rapport de maintenance ou bon d'intervention réalisée à ce titre.

12.4.9. Plan de maintenance :

Le plan de maintenance a pour objectif de décrire et synthétiser sur un même document support, éditable au format informatique bureautique courant (MS Office Word ou Excel, Adobe Reader), pour chaque établissement membre du GHT Loire, les différentes opérations de maintenance prévues, en fonction de leurs différents niveaux et périodicités, ..., pour l'ensemble des équipements, et faisant apparaître leur séquençement et leur planification annuelle.

Il constitue le tableau de bord du titulaire et du responsable technique de l'établissement concerné pour l'organisation des activités.

Le titulaire dispose d'un mois, à compter des opérations de mise au point marché, pour établir un plan de maintenance préventive des installations sur la durée totale du marché et le transmettre au Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel).

Le plan de maintenance préventive sera soumis à l'approbation de chaque Etablissement membre du GHT Loire.

12.4.10. Planification des interventions

Pour chaque exercice calendaire annuel, le prestataire confirmera à l'Etablissement membre concerné, 1 mois avant la date prévue des 1^{ères} opérations de maintenances préventives, en fonction des échéances à couvrir issues de son plan de maintenance, le planning prévisionnel annuel général d'interventions retenu, prenant en compte les modalités d'interventions horaires et calendaires fixées par chacun des Etablissements membres en fonction de ses besoins et contraintes d'exploitation.

L'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel) disposera alors de deux semaines afin de modifier ou valider le planning effectif des interventions.

Ce planning sera ensuite confirmé par écrit et deviendra alors contractuel.

12.4.11. Durée des interventions

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires afin de réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité des équipements, pour :

- Limiter la gêne occasionnée auprès des services exploitants
- Assurer le maintien opérationnel, des fonctions de lavage/désinfection réalisées à partir des équipements laves-bassins.

Les opérations de maintenance préventive devront tant que peut se faire, être effectuées sans interrompre le fonctionnement des installations et des services hospitaliers et seront organisées de façon à assurer une surveillance de leur retour en situation normale d'exploitation.

12.4.12. Forfait annuel

Les prestations de maintenance préventive seront rémunérées sur une base de prix forfaitaire, par installation ou équipement et par typologie de visite de maintenance, fournie par le candidat au DPGF, et selon un calendrier de paiement, établi au préalable entre chaque Etablissement membre et le candidat retenu.

Le forfait annuel est réputé comprendre :

- Les frais de déplacement,
- Les frais de main-d'œuvre,
- Les frais afférents aux vérifications, actions et mesures prévues dans les gammes de maintenance,
- Les frais afférents aux petits entretiens d'usage, consommables, et petites fournitures courantes de maintenance, (chiffons, produits détartrants, détergents, nettoyeurs, lubrifiants, dégrippants d'usage, visserie, accessoires de connexions électriques (cosses, embouts, gaines...),
- Les frais afférents aux services d'astreintes,
- Les frais afférents au traitement des déchets.

Les prix seront portés pour chacun de lots, sur les documents et bordereaux de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) correspondants.

12.5. Maintenance préventive conditionnelle ou prévisionnelle

La maintenance préventive qu'elle soit conditionnelle ou prévisionnelle est subordonnée à la surveillance ou à l'apparition d'éléments révélateurs de l'état de dégradation d'un bien, et permet de programmer le remplacement d'éléments composant un équipement et sera incluse au présent contrat au titre de la maintenance corrective (prestation hors forfait).

Si au cours des visites de maintenance systématique, le prestataire juge nécessaire la réalisation de prestations de maintenance conditionnelle ou prévisionnelle pour maintenir la disponibilité des équipements, il sera alors établi un rapport circonstancié déterminant précisément la ou les interventions préconisées (pièces et main-d'œuvre) ainsi qu'un devis détaillé des prestations qui sera remis au Responsable technique de l'Etablissement membre concerné.

Ces prestations qui entre dans le cadre des " prestations exceptionnelles " définit à l'article 12.10 ci-dessous feront l'objet d'un bon de commande ou ordre de service spécifique (prestations hors forfait).

Les opérations d'échange standard de pièces, éléments ou équipements préconisés par le titulaire, le constructeur ou encore l'exploitant en fonction du nombre d'heures de service ou de l'âge du matériel, ne sont pas incluses dans le forfait de maintenance préventive.

Elles feront l'objet de propositions par le titulaire, et seront exécutées, le cas échéant, suite à l'acceptation du devis par le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (prestations hors forfait).

12.6. Maintenance corrective :

La maintenance corrective inclut :

- Les réparations mécaniques et électriques mineures, les réparations par échange standard, les travaux de mise en conformité, de rénovation et d'amélioration des installations correspondants aux niveaux de maintenance 3, 4 et 5 (norme NF X 60-010).
- De façon plus générale, tous les travaux non inclus au forfait de maintenance préventive (*Cf. § 12.4.1 Maintenance préventive, ci-avant*).

Pour les interventions de maintenance non-inclus au forfait de maintenance préventive, le candidat devra, le cas échéant, en préciser les éléments et en établir la liste exhaustive qu'il annexera au dossier.

12.6.1. Nature des prestations :

Les interventions de maintenance corrective ont pour objet une remise en fonctionnement des équipements, à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation en vue d'assurer la continuité de service.

Les opérations de maintenance corrective comprennent les dépannages, les mesures d'urgence conservatoires et provisoire à prendre en toute sécurité, afin d'assurer, une continuité de service maximale après un incident ou une avarie, ainsi que les réparations, remplacement de pièces détachées, composants ou de matériels dans le cas où ceux-ci mettent en jeu la continuité d'exploitation et de service des établissements, ainsi que la sécurité des processus auxquels les équipements concourent et la sécurité des biens et personnes.

Ces prestations portent sur l'ensemble des équipements décrits dans les annexes au présent CCTP, d'inventaires d'équipements et installations, pour chacun des lots, et pour chaque Etablissement membre (prestations hors forfait).

Le titulaire doit connaître les procédures de dépannage et de réparation des équipements dont il a la charge. Son personnel intervenant doit être qualifié, et équipé du matériel et de l'outillage lui permettant de réaliser les tâches qui lui incombent.

Lorsqu'un dépannage nécessite une remise en marche en mode dégradé en première urgence, l'intervenant doit proposer une action de maintenance corrective curative permettant de rétablir l'équipement dans son état d'origine. Elle doit être engagée dans un délai rapide compatible avec les exigences de disponibilités et d'exploitation demandées par chaque Etablissement membre.

Le résultat d'une action curative doit présenter un caractère permanent.

En aucun cas, un dépannage ou une réparation ne pourra tenir lieu de visite d'entretien normal programmée, dans le cadre du programme de maintenance préventive.

Les interventions de dépannages ne sont pas considérées comme des événements justifiant le report des actions de maintenance préventive.

12.6.2. Délais d'interventions :

Pour toute intervention de maintenance corrective, le titulaire est tenu de se conformer aux exigences de délais et modalités de couverture horaires et calendaires d'interventions fixées au contrat par chacun des Etablissements membres, en fonction de ses besoins et contraintes d'exploitation. **Ce délai ne pourra toutefois excéder 48 heures.**

Le délai d'intervention est le temps qui s'écoule entre l'appel informant le titulaire d'une panne ou d'un défaut jusqu'au début de son intervention sur le site concerné.

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention, ne court que pendant la période d'intervention définie par chaque Etablissement membre.

Pour chaque Etablissement membre, le prestataire s'engage à intervenir dans les délais requis et impartis après notification de la panne, soit par courrier électronique, télécopie ou simple appel téléphonique.

Le détail des périodes et délais d'interventions pour la maintenance corrective des installations et équipements faisant l'objet du présent marché est donné pour chacun des lots et chaque Etablissement membre dans les annexes au présent CCTP.

12.6.3. Délais de réparation :

Dans le cadre de la maintenance corrective, le titulaire s'engage à réparer ou remplacer à l'identique les équipements ou matériels sous contrat dans un délai maximum de **5 jours** suivant l'appel.

Le délai de réparation des équipements correspond au délai de livraison des pièces de rechange ou des équipements complet augmenté du temps de mise en œuvre.

12.7. Urgences techniques et dépannages :

Les urgences et dépannages font partie intégrante de la maintenance corrective et sont soumis de facto aux mêmes règles et conditions.

12.7.1. Notion d'urgence technique :

La notion d'urgence technique faisant référence à une situation particulière pouvant compromettre la sécurité des personnes ou/et des biens, les bonnes conditions d'exploitation ou bien encore de continuité de service.

Sur notification particulière de la situation d'urgence au moment de la demande d'intervention de l'Etablissement membre, soit par courrier électronique, télécopie ou simple appel téléphonique, il sera demandé au titulaire de porter une attention particulière à ces signalements afin d'en réduire encore plus et autant que puisse se faire, leur prise en charge et délais d'interventions relatifs, et leur affecter un maximum de moyens.

12.7.2. Notion d'urgence impérieuse :

L'urgence impérieuse correspond à un motif particulièrement grave d'urgence et donc à un cas d'urgence renforcé.

La définition de l'urgence impérieuse requiert trois conditions cumulatives : existence d'un événement imprévisible, d'une urgence incompatible avec les délais exigés par d'autres procédures et d'un lien de causalité entre l'événement imprévisible et l'urgence qui en résulte.

L'urgence impérieuse s'applique dans certains cas particuliers, rendant nécessaires l'exécution d'interventions ou de travaux d'office et en urgence :

Par exemple :

- En cas de danger, d'urgence ou de menace grave et imminente ou de péril,
- Pour faire cesser une situation d'insécurité,
- Lorsque du fait de carence(s), des équipements présentent un fonctionnement défectueux ou des défauts de nature à créer des risques sérieux pour la sécurité des biens et des personnes ou à compromettre gravement le service hospitalier,

L'urgence impérieuse constitue une obligation de moyen vis-à-vis du titulaire.

Sur notification particulière de la situation d'urgence impérieuse au moment de la demande d'intervention de l'Ets membre, soit par courrier électronique, télécopie ou simple appel téléphonique, il sera demandé au titulaire de mettre en œuvre dans les plus brefs délais tous moyens nécessaires afin de palier la situation.

12.8. Astreinte, délais et horaires d'interventions

Les Etablissements membres ont chacun leurs propres particularités et spécificités, ce tout aussi bien en termes de parcs d'installations et d'équipements, d'activités, de contraintes d'exploitation et de service ou encore de besoins.

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie par chaque Etablissement membre en annexe au présent CCTP.

Les délais exprimés en heures courent à compter du début de la 1^{ère} heure suivant la demande. Les délais exprimés en jour courent à compter du 1^{er} jour suivant la demande.

Pour chaque Etablissement membre, le titulaire s'engage à intervenir dans les délais et conditions de couverture horaires et calendaires contractuels requis et impartis.

Il ne pourra à ce titre prétendre à quelconque dédommagement complémentaire, autre que ceux précisés dans les grilles de prix tarifs BPU et DPGF et correspondants aux différentes formules de couverture et de réalisation de maintenance préventive ou corrective choisies par chacun des Etablissements membres.

12.8.1. Astreinte :

(Sans objet dans le cadre du présent marché)

12.8.2. Délais d'interventions pour la maintenance corrective - Urgences et dépannages :

Pour toute intervention de maintenance corrective, le titulaire est tenu de se conformer aux exigences de délais et modalités de couverture horaires et calendaires d'interventions fixées au contrat par chacun des Etablissements membres, en fonction de ses besoins et contraintes d'exploitation.

Le délai d'intervention est le temps qui s'écoule entre l'appel informant le titulaire, d'une panne ou d'un défaut, jusqu'au début de son intervention sur le site concerné. Le décompte du délai imparti au titulaire, pour répondre à une demande d'intervention, ne court que pendant la période d'intervention définie par chaque Etablissement membre, en annexe au présent CCTP.

Pour chaque Etablissement membre, le prestataire s'engage à intervenir dans les délais requis et impartis après notification de la panne, par courrier électronique télécopie ou simple appel téléphonique.

Le détail des délais d'interventions pour la maintenance corrective des installations et équipements faisant l'objet du présent marché est donné pour chacun des lots et chaque Etablissement membre en annexe du présent CCTP.

12.8.3. Horaires d'interventions pour la maintenance préventive et travaux :

Pour les interventions de maintenance préventive et travaux liés au présent marché de maintenance, le titulaire est tenu, de se conformer aux prescriptions de planification d'interventions horaires et calendaires fixées par chacun des Etablissements membres, en fonction de ses besoins et contraintes d'exploitation pour chacun de ses équipements.

Un détail des différentes options possibles, concernant les conditions relatives aux calendriers et horaires d'interventions requis pour la réalisation de la maintenance préventive et des travaux, sur les installations et équipements faisant l'objet du présent marché, est donné pour chacun des lots et chaque Etablissement membre en annexe du présent CCTP.

12.9. Consommables et pièces détachées :

Le titulaire doit fournir tous les produits, consommables et pièces détachées nécessaires à la bonne exécution des prestations de maintenance définies dans le présent CCTP.

Pour l'ensemble des pièces, fournitures et consommables, le titulaire devra respecter les recommandations des constructeurs et fournir des produits et matériels conformes aux prescriptions du constructeur, d'origine et de marque.

Le prestataire devra fournir dans le mémoire technique justificatif joint à son offre, la liste détaillée des consommables et pièces détachées inclus dans le forfait pour les opérations de maintenance préventive,

ainsi que les fiches techniques ou fiches catalogue de l'ensemble des produits utilisés lors des maintenances préventives et correctives.

Le prix des pièces détachées s'entend sans condition d'achat minimum (hors obligation d'unité de conditionnement), franco de port et d'emballage.

12.9.1. Consommables et petites fournitures :

Liste des consommables qui seront inclus à minima dans le forfait pour les opérations de maintenance préventive :

- Produits décapant, dégrissant, dégraissant,
- Graisses, lubrifiants, chiffons,
- Produits de détartrage, de nettoyage et de désinfection,
- Peintures et produits de traitement antirouille,
- Petite quincaillerie, visserie, rondelles, goupilles, clavettes, ...
- Petits accessoires de connexion électrique (cosses, embouts, gaines...)
- Joints,
- Lampes, ampoules, fusibles, piles,
- Visseries.

Cette liste n'est pas exhaustive et peut être complétée par le prestataire.

12.9.2. Disponibilité des pièces détachées - pièces de rechange

Le prestataire doit être capable d'assurer la disponibilité et la proximité de pièces, fournitures et consommables afin de garantir la bonne exécution du présent contrat en assurant le cas échéant une remise en service des installations dans les meilleurs délais.

Ces pièces devront être compatibles, un certificat de conformité du constructeur pourra être demandé pour chaque composant remplacé.

Le titulaire devra disposer d'un stock d'équipements et de pièces détachées composé à minima des consommables de maintenance, des composants et pièces dits d'usures, et autres pièces d'usages courants. La constitution et le maintien du stock est de la responsabilité technique et financière du titulaire.

Pour permettre de juger la capacité à répondre aux attentes du présent marché, le candidat devra :

- Décrire dans son mémoire technique les solutions qu'il propose de mettre en œuvre pour assurer la disponibilité des pièces de rechanges ou d'équipements de substitution ou remplacement complets afin de réduire les délais d'indisponibilité et satisfaire aux exigences de l'obligation de résultat.

-
- Fournir un listing du stock de sécurité détaillant les pièces de rechange mises à disposition pour garantir les délais de remise en service.

D'autre part, le titulaire s'engage à fournir, pour chaque installation ou équipement faisant l'objet du présent contrat, l'ensemble des pièces de rechange.

Dans le cas où le titulaire ne serait plus en mesure de fournir une pièce :

- Il devra en démontrer l'obsolescence ou la non-réparabilité (courrier constructeur validé par un expert par exemple),
- Il proposera à l'Etablissement membre, la réalisation de travaux de remplacement, voire de modernisation (si cela se justifie techniquement ou économiquement). L'offre sera alors présentée sous forme de devis détaillé en prix et prestations.

12.9.3. Garantie

Les pièces détachées et les pièces de rechange fournies par le titulaire sont éligibles à compter du jour de leur mise en service, soit à la garantie légale de douze mois, soit à la garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure.

A ce titre, les carnets de maintenance devront mentionner :

- ☒ La date de prise d'effet de la garantie,
- ☒ Les caractéristiques du matériel : la marque, le type et le numéro de série,
- ☒ La localisation.

La garantie couvre les défauts de conception, de matière ou de fabrication des équipements.

Le Titulaire remédie à ces défauts par la voie qu'il juge appropriée : réparation, modification ou remplacement.

Le cas échéant, le Titulaire aura à sa charge les frais de pièces et de main d'œuvre relatifs à l'exécution de son obligation de garantie. Il devra mentionner dans son mémoire technique la durée de garantie des interventions ainsi que la durée de garantie des pièces remplacées

12.10. Prestations exceptionnelles :

La notion de prestations exceptionnelles fait référence principalement, aux opérations de maintenance de niveaux 4 et 5 suivantes :

- Travaux de rénovation, de restructuration ou de modernisation des installations,
- Travaux de mise en conformité avec les règlements applicables,
- Interventions consécutives à un sinistre ou une catastrophe naturelle.

Dans le cadre du présent marché, des prestations exceptionnelles pourront être réalisées sur les différents sites des établissements du GHT Loire pour le périmètre des équipements inclus au présent marché, à la demande du Responsable technique de l'Etablissement membre concerné.

Pour chaque opération, un décompte de prix sera établi au préalable sur la base des prix unitaires de pièces, matériels, équipements et prestations mentionnés aux différents bordereaux des prix du présent marché, et à leurs éventuelles annexes, majorés ou minorés des éventuels coefficients leurs étant applicables tel que définis au BPU N°2 "**BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES N°2 - RECAPITULATIF TARIFAIRE PIECES DETACHEES ET FOURNITURE DE SERVICES POUR LA MAINTENANCE CORRECTIVE**".

Pour chaque article et ligne de décomptes de prix et factures, devront être indiqués les codes articles référencés au BPU ou à défaut la marque des pièces, matériels et équipements concernés. Pour les pièces, matériels et équipements non référencés au BPU, le prestataire fournira avec chaque décompte de prix un justificatif tarifaire ou une facture pro-forma pour justificatif et confirmation de leur prix d'achat.

12.11. Location d'équipements de substitution (Prestation supplémentaire facultative) :

Une prestation supplémentaire facultative est demandée pour la location d'équipements de secours de configuration, fonctionnement et performances similaires aux équipements pour suppléer les installations ou équipements existants lors de travaux ou maintenances importants (retour ateliers SAV constructeur par exemple), ou sur des périodes non programmées pour subvenir à une avarie d'installation ou une situation d'urgence (sinistre, catastrophe naturelle).

La prestation inclue pour chaque équipement de secours ainsi fournis :

- La location de l'équipement avec ses matériels de protection électrique et de raccordement au réseau électrique de l'établissement,
- Son transport aller et retour,
- Les éventuelles opérations de manutention, grutage, ...
- Le main d'œuvre relative aux opérations de raccordement électrique et de repli de l'équipement,
- La mise en service,
- La maintenance corrective,
- Le balisage d'un périmètre de sécurité,

La prestation supplémentaire facultative de location fera le cas échéant, l'objet d'une offre de format libre à chaque candidat " Prestation supplémentaire facultative de Location d'équipements laves-bassins de substitution " et annexée aux pièces du dossier d'offre.

Cette offre de prestation supplémentaire facultative entrera le cas échéant en compte dans l'analyse de l'offre et son appréciation technique et qualitative.

12.12. Information des personnels techniques et exploitants

Dans le cadre du présent marché, le titulaire devra assurer l'information des personnels techniques et, ou exploitant, destinée à actualiser leur connaissance des installations, de leur mode de fonctionnement, de leurs réglages et paramétrages, de leur 1^{er} niveau d'entretien ainsi que des contrôles de routine à réaliser.

Cette information " tacite " devra s'effectuer après chaque changement majeur de configuration et de paramétrage ou remplacement d'équipement ou d'installation.

ARTICLE 13. SUIVI DES PRESTATIONS & LIVRABLES

13.1. Livrets d'entretien :

Le titulaire mettra en place et assurera la tenue et la mise à jour des livrets d'entretien des équipements qui seront placés sous pochette plastifiée étanche à proximité directe ou en façade de l'équipement.

Les éléments suivants y seront renseignés :

- ☒ La description de l'équipement, sa marque, son type et numéro de série,
- ☒ La nature de chacune des visites ou interventions effectuées, notamment :
 - Les visites de contrôle et de maintenance préventive systématiques,
 - Les éventuelles interventions de maintenance préventives supplémentaires ou conditionnelles,
 - Les interventions de dépannage ou maintenance correctives,
 - Les interventions pour éventuelles modifications ou réglages,
- ☒ Leur détail, opérations effectuées, pièces remplacées,
- ☒ Les résultats des relevés de contrôles et essais effectués,
- ☒ L'état de l'installation et son régime d'exploitation en fin d'intervention.

Pour chaque opération, seront mentionnés également :

- ☒ Le (les) nom(s) du (des) technicien(s) intervenant(s),
- ☒ La date et horaires d'intervention (arrivée/départ),
- ☒ Les changements de pièces effectués,
- ☒ Ainsi que toutes observations jugées utiles.

Les livrets d'entretien des équipements ou installations concernées par le présent marché seront accessibles et tenus à la disposition des services utilisateurs qui pourront les consulter à tout moment.

13.2. Carnets de maintenance :

(Sans objet dans le cadre du présent marché)

13.3. Bons d'interventions :

Pour chacune des interventions de maintenance préventive ou corrective sur un équipement, le titulaire doit remettre à l'Etablissement membre concerné un bon d'intervention qui devra comporter :

- ☒ La date et l'heure d'intervention,

-
- ☒ Le nom des intervenants
 - ☒ Les références du site,
 - ☒ Les références de l'installation
 - ☒ Le repérage des équipements
 - ☒ La désignation et la nature de l'intervention,
 - ☒ Les tâches réalisées
 - ☒ Les pièces détachées remplacées et les fournitures utilisées,
 - ☒ Les heures de main d'œuvre,
 - ☒ Les renseignements afférents aux vérifications, essais et remise en service des équipements,

Chaque bon d'intervention devra obligatoirement être signé par le Responsable technique de l'Etablissement membre ou son représentant désigné et fera partie intégrante des livrables exigés de la part du prestataire.

Un exemplaire de chaque bon d'intervention daté et signé par le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel) servira ensuite de pièce justificative et attestation de service fait, nécessaire au paiement de la facture s'y rapportant.

13.4. Rapports de maintenance :

(Sans objet dans le cadre du présent marché)

13.5. Certificats de contrôle :

(Sans objet dans le cadre du présent marché)

13.6. Rapport annuel d'activité :

Le titulaire doit rédiger et transmettre au Responsables technique de chaque Etablissement membre, au plus tard un 1 mois avant la date de reconduction du marché, un rapport annuel d'activité détaillant les prestations réalisées sur chacun des équipements ou installations durant la période écoulée.

Le rapport annuel d'activité comportera pour chaque équipement ou installation :

- ☒ Les taux quantitatifs des différentes interventions effectuées classées par lot, établissement, échéance de maintenance, site, service, installation, nature, délais d'interventions, délais de traitement, au cours de l'année écoulée,
- ☒ Un récapitulatif des coûts de maintenance classés par lot, établissement, échéance de maintenance, site, service, installation, équipement, nature,
- ☒ Un bilan de patrimoine chiffré incluant les préconisations de maintenance à réaliser sur les installations et équipements, ainsi que les propositions éventuelles pour améliorer le

fonctionnement et les performances des équipements ou installations, leur usage, ainsi que leur impact environnemental.

Un 1^{er} exemplaire de ce rapport sera transmis sous forme numérique (fichier informatique format PDF ouvert (ISO 32000-1 :2008) à chaque établissement membre.

Un 2^{ème} exemplaire de ce rapport sera transmis sous forme numérique (fichier informatique format PDF ouvert (ISO 32000-1 :2008) à l'établissement pilote du marché pour le GHT Loire.

Les rapports annuels d'activité feront partie intégrante des livrables exigés de la part du prestataire.

Un exemplaire de chaque rapport daté et signé par le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel) servira ensuite de pièce justificative et attestation de service fait, nécessaire au paiement de la facture de maintenance préventive.

13.7. Rapports d'activité – Suivi des déchets industriels :

L'adjudicataire produira en annexe du rapport d'activité annuel, une synthèse du suivi des déchets industriels issus des activités liées au marché.

Seront renseignés dans ce rapport le traitement réalisé (élimination, recyclage, ...) des déchets, l'organisation et l'identification des filières de traitement, ainsi qu'une copie des bordereaux de suivi des déchets industriels correspondant à la période.

Un exemplaire de chaque rapport datée et signée par le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel) servira ensuite de pièce justificative et attestation de service fait, nécessaire au paiement de la facture de maintenance préventive.

13.8. Réunion de suivi du contrat :

Après chaque campagne de visite de maintenance préventive périodique, selon le choix de périodicité de chaque Etablissement membre et à la demande de son Responsable technique, le titulaire devra participer à une réunion de suivi du contrat.

Cette réunion aura notamment pour objet :

- De vérifier le respect des échéances de maintenance préventive,
- De faire l'analyse des interventions de maintenance correctives et de définir les éventuelles actions à mener,
- De faire l'analyse des besoins, de l'organisation de la prestation marché et de la prestation de prestation de maintenance, du service rendu et de la qualité des prestations.
- De faire le bilan du patrimoine, des travaux exécutés et à exécuter et des améliorations à porter (remises à niveau, mises en conformité, amélioration, fiabilisation),
- De faire le bilan et le retour d'expérience des interventions réalisées sur la période écoulée,

Le titulaire y présentera l'ensemble des documents contractuels et livrables dus au titre du contrat à ces échéances.

Les données devront être communiquées auparavant par le titulaire afin que chaque Etablissement membre puisse les analyser préalablement à ces réunions et seront accompagnées le cas échéant de recommandations.

Au cours de cette réunion seront évoqués les différents sujets et questions relatifs aux opérations écoulées, afin d'analyser et apprécier toute éventuelle problématique, et d'envisager les solutions à apporter.

Un compte rendu de réunion sera rédigé par le titulaire dans un délai de quinze jours suivant la réunion et envoyé à chaque Etablissement concerné.

S'il le juge nécessaire pour le bon suivi des prestations et du contrat, le Responsable technique de l'Etablissement membre pourra demander la tenue de réunions intermédiaires supplémentaires.

13.9. Décomptes d'opération (ou devis) :

Les interventions de dépannages urgentes dites "d'urgences impérieuse", nécessitant la mise en œuvre de solutions immédiates pour la préservation des conditions d'exploitation ou de sécurité et ne permettant pas l'établissement au préalable d'un devis, feront chacune objet à leur issue, d'un décompte d'opération.

Les interventions de maintenance corrective seront gérées par bons de commande faisant suite à l'établissement d'un décompte d'opération, pouvant communément être appelé " devis " par défaut ou abus de langage, et ce pour :

- Les dépannages ponctuels,
- Le remplacement de composants, d'équipements, les fournitures diverses,
- Les éventuelles remises en état identifiées lors des visites préventives,
- La fourniture de pièces détachées,

Les prestations correspondantes seront facturées en sus du forfait annuel sur la base des prix fournis par le candidat sur les bordereaux de prix unitaires (BPU) et seront imputées sur le présent marché. Les décomptes d'opération (ou devis) relatifs à la maintenance corrective des équipements devront comporter :

- ☒ Les références de l'établissement, du site, du bâtiment, du niveau, du local, et toutes indications apportant précision (service, ...) sur la localisation de l'intervention,
- ☒ Les références de l'installation,
- ☒ Le repérage des équipements,
- ☒ La date et l'heure d'intervention,
- ☒ Les références du bon d'intervention,

-
- ☒ La désignation et la nature de l'intervention,
 - ☒ Le calcul des coûts de main d'œuvre détaillés,
 - ☒ Le calcul des coûts de déplacements,
 - ☒ La liste exhaustive des pièces remplacées et leur prix unitaire,
 - ☒ Le calcul de prix de l'intervention et le montant global TTC.

Les interventions dont l'urgence ne permettrait pas l'émission préalable d'un devis, devront donner lieu à l'émission d'un compte-rendu d'intervention et d'un décompte d'opération de régularisation dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la date d'intervention.

13.10. Documentation technique :

En début de marché, la documentation technique relative aux installations ou équipements maintenus, en possession de chacun des Etablissements membre, sera tenue à la disposition du titulaire.

Le titulaire devra établir un inventaire exhaustif de l'ensemble de la documentation technique nécessaire à l'exploitation et à la maintenance de tous les équipements présents dans le périmètre du marché.

Cet inventaire devra être fourni sous la forme d'un fichier informatique (Microsoft Excel) sur simple demande des Etablissements membre.

Dans le cadre de sa mission le titulaire est tenu d'assurer la gestion de la documentation technique, à ce titre il doit :

- Tenir à jour l'inventaire exhaustif de la documentation technique,
- Créer et mettre à jour l'ensemble de la documentation relative aux installations et équipements soutenus,
- Faire une analyse qualitative de la documentation et des notices de maintenance des fournisseurs et établir le recensement des manquements pouvant avoir une incidence sur la qualité de la prestation,
- Mettre à jour les plans, schémas et documents concernés après toute modification des installations réalisée par le titulaire.
- L'archivage de la documentation

Le titulaire devra se procurer auprès des fabricants et constructeurs, les notices de maintenance manquantes des matériels objets du présent contrat.

Les documents techniques restent la propriété des Etablissements du GHT Loire, leur utilisation par le titulaire est exclusivement réservée à l'exécution du marché.

13.11. GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur) :

Le titulaire est responsable de son outil de suivi pour l'ensemble des prestations objets du présent marché.

Il doit être en mesure à chaque instant de pouvoir reconstituer les historiques des interventions par équipement, par site et par type d'intervention et de les communiquer sans délai sur simple requête ou demande de l'Etablissement membre concerné.

L'intégralité des données du système mis en place par le titulaire devra pouvoir ainsi être extrait et exportable de manière simple, organisée et classifiées sous format numérique Microsoft Excel ou équivalent sur un support de sauvegarde adapté (CD-ROM, clé USB ou autres).

En fin de contrat, le titulaire devra ainsi pouvoir restituer la totalité l'ensemble des données qu'il aura saisi sur son système de GMAO.

Les bases de données renseignées seront confiées au Responsable technique de chaque Etablissement membre).

ARTICLE 14. VERIFICATION DES PRESTATIONS

14.1. Opérations de vérifications

Les opérations de vérifications auront pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Le Responsable technique de l'Etablissement membre concerné (ou personne désignée en tant que tel) désignera le ou les responsables chargés des opérations de vérification, ce dernier peut à tout moment contrôler la quantité et la qualité des prestations avec ou sans l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent en particulier sur les points suivants :

- La quantité et la qualité des prestations exécutées,
- L'état de disponibilité de l'installation et de ses équipements,
- La qualité du service rendu (temps : de réponse, d'intervention, de réparation, ...),
- L'état des installations et équipements entretenus,
- La qualité des rapports d'intervention,
- La qualification et l'effectif du personnel de maintenance du titulaire,
- La mise à jour des documents d'exploitation et la documentation technique.

Le titulaire ou son représentant devra être présent lors des opérations de vérification. Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes, des biens, produits et marchandises stockés et conservés, il peut être procédé à l'arrêt et à la substitution de l'équipement concerné.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités prévues au présent marché seront appliquées, et les frais engendrés par la mise en œuvre d'une éventuelle solution de substitution ou palliative lui seront répercutés.

14.2. Prestations non-conformes

Dans le cas où apparaît un litige ou lorsque le contrôle fait apparaître une défaillance du titulaire, l'Etablissement membre concerné pourra demander suivant le cas et la gravité de la faute :

- Un refus de ladite prestation qui devra être recommencée par le prestataire à ses frais,
- Une réparation, lorsque la prestation mal exécutée a entraîné dégradation ou d'une indisponibilité, le titulaire sera tenu de réparer l'installation à ses frais. Si cette réparation est hors de sa compétence son montant pourra être prélevé sur le montant du marché si elle n'est pas couverte par l'assurance.
- L'application des pénalités,

-
- La résiliation du marché pour faute grave sans préjudice de l'application des diverses pénalités prévues.

PLAN DE MAINTENANCE GENERAL :

ARTICLE 15. Points importants :

Le titulaire établira :

- Un inventaire et un récapitulatif exhaustif des installations indiquant les caractéristiques, le type, la désignation, les références et numéros de série, l'année de fabrication, la localisation des équipements à entretenir,
- Un plan de maintenance annuel prenant en compte les obligations HSEQ réglementaires et normatives applicables, ainsi que les différentes recommandations et préconisations le domaine (prescripteurs, constructeurs, préventeurs, UGRI...).

Le prestataire dans son rôle d'expert dans le domaine, pourra inclure au plan de maintenance toute prestation complémentaire qu'il jugerait nécessaire au bon fonctionnement et au maintien des installations.

Toutes les interventions (visites périodiques, travaux divers et dépannages) seront consignées dans les comptes rendus et procès-verbaux d'intervention, les livrets et carnets d'équipements.

Le plan de maintenance préventive détaillera pour chaque installation ou équipement, le contenu détaillé des interventions, prestations de maintenance, contrôles et entretiens prévus, et comprendra à minima pour chacune des visites périodiques le détail des prestations ci-après.

ARTICLE 16. Détail prestations :

A chaque intervention :

- ☒ Contrôle de l'état d'entartrage de l'équipement, incluant notamment les chaudières de production de vapeur, les enceintes de lavage et leurs têtes de lavage,
- ☒ Contrôle de l'évacuation d'eau,
- ☒ Contrôle des connexions électriques,
- ☒ Contrôle des filtres, et des composants d'usure,
- ☒ Contrôle des programmes et vérification du process de lavage et de désinfection,
- ☒ Contrôle des systèmes d'injection des produits de lavage et de rinçage, adoucissants,
- ☒ Contrôle des sécurités de remplissage et de débordement,
- ☒ Contrôle visuel des différents éléments constituant l'installation,
- ☒ Lubrification des éléments mécanique en friction,
- ☒ Suivi de la remise en service des installations.

En annuel :

- ☒ Contrôle et mise à jour des affichages muraux d'informations utilisateurs,
- ☒ Lecture de l'historique machine,
- ☒ Relevé des compteurs de cycles et de consommation,
- ☒ Actualisation des paramètres et programmes,
- ☒ Adaptation des dosages produits selon type de consommables fournis par l'établissement,
- ☒ Contrôles des afficheurs (Interface IHM),
- ☒ Contrôle du fonctionnement des touches de programmes et organes de commandes (Interface IHM),
- ☒ Contrôle et vérification de fonctionnement des voyants d'état et défaut (Interface IHM),
- ☒ Contrôle et vérification de la pompe de surpression,
- ☒ Contrôle et vérification des liaisons équipotentielles et du raccordement de l'appareil au réseau de terre électrique de l'établissement,
- ☒ Contrôle et vérification des connexions électriques de puissance, resserrage si nécessaire,
- ☒ Contrôle et vérification de système de dosage produits,
- ☒ Contrôle et vérification des électrovannes,
- ☒ Contrôle et vérification des résistances de chauffe,
- ☒ Contrôle et vérification des sécurités de remplissage,
- ☒ Contrôle et vérification du cycle de désinfection (couple temps/température),

-
- ☒ Contrôle et vérification du déroulement de chacun des programmes,
 - ☒ Contrôle et vérification du fonctionnement de la sécurité de fermeture de cuve,
 - ☒ Contrôle et vérification du fonctionnement des gicleurs rotatifs principal, buses de pulvérisation, buses rotatives,
 - ☒ Contrôle et vérification du ventilateur d'aération et filtre(s) associé(s)
 - ☒ Contrôle et vérifications des aquastats,
 - ☒ Contrôle et vérifications des flotteurs de niveau,
 - ☒ Contrôle et vérifications des sécurités de surpression,
 - ☒ Contrôle et vérifications des sondes de température,
 - ☒ Détartrage chaudière,
 - ☒ Détartrage de l'enceinte de lavage et des accessoires,
 - ☒ Détartrage des buses de lavage,
 - ☒ Nettoyage des cannes et durites d'aspiration produits,
 - ☒ Remplacement de composants d'usure mécanique (si nécessaire, hors forfait),
 - ☒ Remplacement des cannes et durites d'aspiration produits (si nécessaire, hors forfait),
 - ☒ Remplacement des composants d'étanchéité de cuve d'usure, joints de cuve (si nécessaire, hors forfait),
 - ☒ Remplacement des composants d'usure de l'interface IHM, coups de poings, pédales, claviers à membrane, façades en résine de polycarbonate LEXAN[®]™ panel utilisateurs (si nécessaire, hors forfait),
 - ☒ Remplacement des électrovannes (si nécessaire, hors forfait),
 - ☒ Remplacement des flotteurs de niveau (si nécessaire, hors forfait),
 - ☒ Remplacement des kits de joints d'usure,
 - ☒ Remplacement des kits tamis de filtration (admission d'eau),
 - ☒ Remplacement des résistances de chauffe (si nécessaire, hors forfait),
 - ☒ Remplacement des sondes de température (si nécessaire, hors forfait),
 - ☒ Remplacement filtre ventilateur (si nécessaire, hors forfait),
 - ☒ Remplacement pile CPU (si nécessaire),
 - ☒ Remplacement système de dosage produits (si nécessaire, hors forfait),
 - ☒ Réglage de la porte,
 - ☒ Réglage orientation, inclinaison têtes et buses de lavage (si nécessaire).

Le prestataire dans son rôle d'expert dans le domaine, pourra inclure au plan de maintenance toute prestation complémentaire qu'il jugerait nécessaire au bon fonctionnement et au maintien des équipement

et installations.

ANNEXES ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

Liste des annexes

- ☒ Fichier MS Office Excel : "**2023-052 - Annexe CCTP - Inventaire EQPTS par ETS.xlsx**"
- ☒ Fichier MS Office Excel : "**2023-052 - Annexe CCTP - Liste référents GHT achats par ETS.xlsx**"

Visite des sites

(Sans objet dans le cadre du présent marché)

Renseignements divers

L'établissement "pilote" pour le GHT Loire de la présente consultation et du marché qui en découle, est le CHU de SAINT-ETIENNE. Les demandes de renseignements sont à adresser à :

➤ Renseignements administratifs auprès de :

CHU de SAINT-ETIENNE
Direction des Achats, de la Logistique, des Infrastructures,
De la Sécurité et de l'Environnement
Secteur SUPPORT
Mme. Sylvie VERITE
☎ Tél : 04.77.12.72.38 ou 04.77.12.72.52
✉ Courriel : sylvie.verite@chu-st-etienne.fr

➤ Renseignements techniques auprès de :

CHU de SAINT-ETIENNE
Direction des Achats, de la Logistique, des Infrastructures,
De la Sécurité et de l'Environnement
Secteur EQUIPEMENTS
M. Didier BRAJON
☎ Tél : 04.77.82.80.56 ou 04.77.12.72.52
✉ Courriel : didier.brajon@chu-st-etienne.fr

Ou en son absence :

M. Benoît DUPORGES
☎ Tél : 04.77.82.91.52 ou 04.77.12.72.52
✉ Courriel : benoit.duporges@chu-st-etienne.fr